

Client:

Pays:

WEST AFRICAN POWER POOL (WAPP)

GHANA, CÔTE D'IVOIRE



PROJET DE RENFORCEMENT DE L'INTERCONNEXION CÔTE D'IVOIRE

PLAN DE MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES (PMPP) *(Côte d'Ivoire)*

Septmbre 2024

STUDIO PIETRANGELI, srl
Via Cicerone 28, Roma, I
Tél. +39 6 3210880
Fax. +39 6 3227276

www.pietrangeli.it
cigha@pietrangeli.it

Rév. N.	Date de révision	Contenu	Prep/Rev	Libéré	Signature
1	13/12/2023	311 ESA R SP 001 A PMPP	SP/Enval	F. Terragni	
2	26/02/2024	311 ESA R SP 001 B PMPP	SP/Enval	F. Terragni	
3	22/08/2024	311 ESA R SP 001 C PMPP	SP/Enval	F. Terragni	
4	23/09/2024	311 ESA R SP 001 D PMPP	SP/Enval	F. Terragni	
5	24/09/2024	311 ESA R SP 001 E PMPP	SP/Enval	F. Terragni	
6	25/09/2024	311 ESA R SP 001 F PMPP	SP/Enval	F. Terragni	
7	17/10/2024	311 ESA R SP 001 G PMPP	SP/Enval	F. Terragni	

TABLE DE MATIÈRES

TABLE DE MATIÈRES	II
LES ACRONYMES	III
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	V
1 INTRODUCTION/DESCRIPTION DU PROJET	1
2 OBJECTIVE/DESCRIPTION DU PMPP	2
3 IDENTIFICATION ET ANALYSE DES PARTIES PRENANTES PAR COMPOSANTE DU PROJET	3
3.1 Méthodologie.....	3
3.2 Parties touchées ou affectées	3
3.3 Parties intéressées ou concernées.....	5
3.4 Personnes ou groupes défavorisés/vulnérables	9
4 PROGRAMME D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES	10
4.1 Résumé de la mobilisation des parties prenantes pendant la préparation du projet	10
4.2 Résumé des besoins des parties prenantes du projet et des méthodes, outils et techniques d'engagement des parties prenantes.	28
4.3 Stratégie proposée pour intégrer les points de vue des groupes vulnérables.....	32
5 RESSOURCES ET RESPONSABILITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES	33
5.1 Modalités de mise en œuvre et ressources	33
6 MECANISME DE REGLEMENT DES GRIEFS	35
6.1 Description du Mécanisme de Règlement des Griefs (MRG)	35
7 SURVEILLANCE ET RAPPORTS	39
7.1 Résumé de la façon dont le PMPP sera surveillé et fera l'objet de rapports (y compris les indicateurs)	39
7.2 Rapports aux groupes de parties prenantes.....	39
ANNEXES	46
Annexe 1 : Modèle pour saisir les minutes de consultation	47
Annexe 2 : Exemple d'un tableau budgétaire PMPP	60
Annexe 3 – L'exemple De Tableau : Le Suivi Et Le Rapport Sur Le PMPP	62
Annexe 4 – Les Exemples D'analyse Des Parties Prenantes	65

LES ACRONYMES

AGEROUTE	Agence de Gestion des Routes
ANDE	Agence Nationale de l'Environnement
BM	Banque Mondiale
BNETD	Bureau National d'Études Techniques et de Développement
CES	Cadre Environnemental et Social
CI	Côte d'Ivoire
CIE	Compagnie Ivoirienne d'Electricité
CI-ENERGIES	Côte d'Ivoire Energies
DGRE	Direction Générale des Ressources en Eau
EAS/HS	Exploitation et les Abus Sexuels et le Harcèlement Sexuel
EE	Evaluation Environnementale
EIES	Étude d'Impact Environnemental et Social
ESS	Environnement Santé et Sécurité
GRIDCo	Ghana Grid Company Limited
HSE	Hygiène, Sécurité, Environnement
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MIRAH	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
MR	Mécanisme de Réclamation
NES	Normes Environnementales et Sociales
OC	Organisations Communautaires
OIPC	Office Ivoirien du Patrimoine Culturel
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
CLO	Agent de Liaison Communautaire
ONAD	Office National de l'Assainissement et du Drainage
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPGW	Optical Ground Wire / Câble de Garde à Fibres Optiques
OSC	Organisation de la Société Civile
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PMPP	Plan de Mobilisation des Parties Prenantes
PIU	Plan d'Intervention d'Urgence
SCC	Sud Comoé Caoutchouc
SMC	Service de Messages Courts
SODEFOR	Société de Développement des Forêts
SOGEDI	Société de Développement des Infrastructures Industrielles
SOGPE	Société de Gestion du Patrimoine du Secteur de l'Électricité

SOPIE	Société d'Opération Ivoirienne d'Électricité
SP	Studio Pietrangeli
UCP	Unité de Coordination du Projet
UE	Union Européenne
UGP	Unité de Gestion du Projet
UMP	Unité De Mise En Œuvre Du Projet
WAPP	West African Power Pool

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'objectif du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP) est de définir un programme de mobilisation des parties prenantes, comprenant la divulgation d'informations publiques et la consultation tout au long du cycle du projet. Le mot « Partie Prenante » fait référence aux individus ou aux groupes qui sont (a) affectés ou susceptibles d'être affectés par le projet (les Parties Affectées par le Projet ou PAP) ; et (b) peuvent avoir un intérêt dans le projet (les autres parties intéressées).

Le PMPP décrit les moyens par lesquels GRIDCo, CI-ENERGIES et le WAPP communiqueront avec les parties prenantes et comprend un mécanisme par lequel les PAP et les parties intéressées peuvent faire part de leurs préoccupations, fournir des commentaires ou déposer des plaintes concernant le projet et toute activité liée au projet. Le PMPP met spécifiquement l'accent sur les méthodes permettant d'impliquer les groupes considérés comme les plus vulnérables et qui risquent d'être exclus des bénéfices du projet.

La mobilisation des parties prenantes sera planifiée et réalisée par le promoteur, sans discrimination, en tenant compte des différences d'exposition aux risques ainsi que de la sensibilité accrue et de la résilience réduite des groupes vulnérables, conformément aux principes de la Norme Environnementale et Sociale (NES) 10 de la Banque mondiale (BM).

Le présent PMPP couvre le processus de mobilisation des parties prenantes du Projet de Renforcement de l'Interconnexion *Côte d'Ivoire – Ghana* du WAPP. Le Secrétariat du WAPP CI-ENERGIES et GRIDCo envisagent d'entreprendre la construction de cette ligne de transport à haute tension de Bingerville (Côte d'Ivoire) à Dunkwa-on-Ofin (Ghana) avec 2 postes à haute tension associés .

Les principales actions du Projet de Renforcement de l'Interconnexion *Côte d'Ivoire – Ghana* sont :

- La construction d'environ 245 km de ligne de transport à haute tension en Côte d'Ivoire (120 km) et au Ghana (125 km),
- L'extension du poste existant 400/330/225/90kV de Bingerville (Côte d'Ivoire),
- La construction d'un nouveau poste 330/161 kV Dunkwa 2, au Sud-Ouest de Dunkwa-on-Ofin (Région Centrale, Ghana).

Du côté ivoirien, des consultations seront menées avec les parties prenantes concernées telles que les Sous-préfectures du Département de Grand Bassam, d'Adiaké, d'Aboisso et d'Alépé et les communautés affectées. Les consultations avec ces parties prenantes, en particulier les communautés affectées, aideraient à sélectionner un tracé de ligne optimal pour éviter les zones écologiquement sensibles notamment les sanctuaires, les cimetières de bosquets sacrés, les réserves forestières et la zone réservée aux projets nationaux. Cela permettra également de sensibiliser les communautés au projet et augmentera le niveau d'acceptation du projet proposé.

Dans le cadre du projet, les groupes vulnérables ou défavorisés peuvent inclure, sans s'y limiter, les veuves, les personnes âgées, les orphelins, les personnes atteintes de maladies chroniques, les personnes handicapées et autres. Le chapitre 6 présente un résumé des mobilisations des parties prenantes menées

jusqu'à ce jour : les approches de mobilisation, les contributions des parties prenantes à la conception, l'exécution du projet, la mise en évidence des principales préoccupations soulevées par les parties prenantes et la manière dont ces préoccupations doivent être prises en compte dans les modalités de conception et de mise en œuvre du projet.

Afin de faciliter des résolutions mutuellement acceptables par les parties dans un délai raisonnable, CI-ENERGIES établira, si nécessaire, un mécanisme de règlement des griefs pour le projet. Cette procédure permettra aux institutions, aux communautés et aux individus affectés par les activités du projet de communiquer formellement leurs préoccupations et leurs griefs spécifiques. N'importe qui peut recourir à la procédure de règlement des griefs sans ne se soucier ni craindre des représailles.

Le MR sera divulgué aux parties prenantes par communication écrite et verbale. Les moyens à utiliser à cette fin sont les réunions du personnel, la communication écrite, les réunions individuelles, les réunions publiques et les discussions de groupe. Chaque grief ainsi reçu, sera inscrite dans un registre des griefs.

Sur la base de la compréhension ainsi développée, une solution appropriée au problème devra être identifiée. Cela pourrait impliquer la fourniture d'informations pour clarifier la situation, la prise de mesures pour remédier aux problèmes réels ou compenser tout dommage causé, soit par une compensation financière, soit par une compensation en nature, et l'introduction de mesures d'atténuation pour éviter que le problème ne se reproduise à l'avenir.

Des consultations avec des groupes de femmes locaux, des groupes qui défendent les droits des enfants et des adolescents, des femmes chefs de file et d'autres parties prenantes peuvent aider à comprendre la dynamique locale de genre et de VBG au sein de laquelle le projet sera mis en œuvre.

En termes de suivi, le promoteur prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la mobilisation des parties prenantes pendant la phase de suivi. Les Unités de Mise en œuvre du Projet (UMP) rédigeront chaque année un rapport reprenant les résultats du PMPP. Ce document fournira un résumé de toutes les questions de consultation publique, des griefs et des réunions informelles tenues au niveau communautaire. Ces rapports d'évaluation doivent être soumis à la Banque mondiale. CI-ENERGIES sera responsable de la mise en œuvre du projet, y compris la coordination globale, le suivi des résultats et la communication avec la BM. En fonction des besoins du PMPP, le budget de mobilisation des parties prenantes couvrira les activités les plus appropriées parmi les suivantes : personnel, déplacements, développement d'une stratégie de communication, enquête auprès des bénéficiaires, dépenses de couverture médiatique, documents de sensibilisation imprimés, etc. L'estimation budgétaire pour la préparation et la mise en œuvre du PMPP est de **39 115 500 FCFA** comme décrit à l'annexe 2

Le PMPP est un document évolutif, il doit donc être révisé et mis à jour périodiquement, en tenant compte des nouvelles activités, de tout changement dans la conception du projet et des nouvelles parties prenantes identifiées.

1 INTRODUCTION/DESCRIPTION DU PROJET

Le renforcement de l'interconnexion entre la Côte d'Ivoire et le Ghana a été identifié comme un des projets prioritaires dans le cadre de la mise en œuvre de la Dorsale côtière de transport de l'énergie électrique de l'EEEOA prévue pour interconnecter, les réseaux électriques de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo, du Bénin et du Nigéria. Le plan directeur régional a rétabli qu'avec la mise en œuvre du marché régional de l'électricité, qui devrait renforcer les échanges d'énergie électrique entre les pays de la sous-région ouest africaine, la capacité de l'interconnexion existante constituerait un goulot d'étranglement, d'où la nécessité de la renforcer par une interconnexion en 330 kV.

Construction d'une deuxième ligne d'interconnexion électrique entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, ainsi qu'à l'infrastructure associée et au renforcement de la capacité de transport de l'énergie électrique au niveau national, le projet vise à permettre des échanges d'électricité étendus et sécurisés entre les deux pays et vers le marché de l'EEEOA. Le deuxième objectif est de répondre aux priorités les plus urgentes pour faire fonctionner le marché régional de l'électricité.

Le projet de construction d'une deuxième ligne d'interconnexion électrique entre la Côte d'Ivoire et le Ghana consiste en :

- La construction d'une ligne de transport double terre en 330 kV entre Dunkwa 2 (Ghana) et Bingerville (Côte d'Ivoire) d'environ 245 km ;
- La construction d'une ligne de transport double terre en 400 kV entre Bingerville et Akoupé-Zeudji d'environ 50 km en Côte d'Ivoire ;
- L'extension du poste de Bingerville ;
- L'extension du poste d'Akoupé-Zeudji, au Nord-est d'Abidjan
- La construction d'un nouveau poste de Dunkwa 2, à Dunkwa-on-Ofin (Région centre du Ghana).
- Le nouveau poste de Dunkwa 2 sera intégré au réseau national ghanéen en 161 KV, en l'insérant dans les lignes existantes passant à proximité de l'emplacement dudit poste.

En Côte d'Ivoire, l'aire géographique retenue pour la sélection du corridor de moindre impact est limitée par les éléments suivants :

- la limite ouest est proche de la commune de Bingerville située sur les bords de la lagune Ebrié ;
- la limite Est correspond à la frontière nationale entre la Côte d'Ivoire et le Ghana.

Elle occupe le territoire de deux régions (la région du Sud-Comoé et la région de la Mé) ainsi que le District Autonome d'Abidjan. La carte en annexe1 nous montre la localisation du projet en Côte d'Ivoire.

Le présent document est le **Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PMPP)** qui s'appuie sur des procédures de gestion environnementale et sociale spécifiques qui seront détaillées par l'entrepreneur et CI-ENERGIES dans la phase d'exécution du Projet.

2 OBJECTIVE/DESCRIPTION DU PMPP

L'objectif général de ce PMPP est de définir un programme de mobilisation des parties prenantes, y compris la divulgation d'informations publiques et la consultation tout au long du cycle du projet. Le PMPP décrit les façons dont **l'entrepreneur et CI-ENERGIES** communiqueront avec les intervenants. Il comprend un mécanisme par lequel les gens peuvent soulever des préoccupations, fournir des commentaires ou déposer des plaintes au sujet du projet et de toute activité liée au projet. Le PMPP met particulièrement l'accent sur les méthodes de mobilisation des groupes considérés comme les plus vulnérables et qui risquent d'être exclus des avantages du projet.

3 IDENTIFICATION ET ANALYSE DES PARTIES PRENANTES PAR COMPOSANTE DU PROJET

3.1 Méthodologie

Pour le **projet de construction d'une deuxième ligne d'interconnexion électrique entre la Côte d'Ivoire et le Ghana**, les intervenants suivants ont été identifiés et analysés par composante du projet. Ces parties prenantes comprennent les parties touchées (telles que définies à la section 3.2), les autres parties intéressées (telles que définies à la section 3.3) et les personnes ou groupes défavorisés/vulnérables (tels que définis à la section 3.4).

3.2 Parties touchées ou affectées

Les parties touchées ou affectées par le projet désignent les individus, groupes, populations locales et autres parties prenantes susceptibles d'être touchés par le projet, directement ou indirectement, positivement ou négativement par l'une des manières ci-dessus décrite ou qui ont été identifiées comme les plus susceptibles d'être affectées par les actions du projet. Cette catégorie de parties prenantes est essentiellement composée des groupes suivants :

- (i) *hommes, femmes et jeunes au niveau local,*
- (ii) *groupes vulnérables,*
- (iii) *la société civile organisée, et*
- (iv) *les groupements locaux organisés dans le domaine agricole et social.*

Pour cette catégorie de parties prenantes dites « touchées par le projet », en effet, les impacts pourraient concerner :

- (i) l'exclusion de la participation dans le projet ou dans ses bénéfices en raison de la discrimination (nationalité, genre, âge) ;
- (ii) le népotisme et la corruption qui influencent l'adoption de décisions dans le projet ;
- (iii) la perte de lopins de terre à usage agricole et d'habitation (empiètement sur un terrain public ou d'un bâtiment administratif) ;
- (iv) la perturbation d'activités socio-économiques implantées à proximité d'un site (déplacement temporaire ou définitif de boutiques, d'ateliers, étales etc.) ;
- (v) la perte minimale de structures domestiques (destruction de murs de clôture, etc.) ;
- (vi) la perte partielle de terres agricoles (empiètement sur les champs, vergers) et
- (vii) la perte de cultures pérennes ou saisonnières (manguiers, de maïs, d'oseille, etc.).

Le tableau suivant nous fait le résumé des parties affectées directement par le projet.

CATEGORIES DE PERSONNES AFFECTEES	DEPARTEMENTS CONCERNES	DESCRIPTION DES CATEGORIES
Ménages et communautés	BINGERVILLE	Les communautés de : - AKOUE - AGBAN - BINGERVILLE - BREGO - M'BATTO-BOUAKE - ELOKA-TE - ELOKA-TO
	ALEPE	Les communautés de : - OUGOUDOUME - AKOURE - ANGOUKROU - MOTOBE
	GRAND-BASSAM	Les communautés de : - KOROGO - TOUMANGUIE - ASSE - LARABIA - EBRIKRO - N'DJAKRO - ADOSSO - VALEBE
	ABOISSO	Les communautés de : - KAKOUKRO-LIMITE - N'ZIKRO - KOFIKRO - BABADOUGOU/AMANIKRO - DIATOKRO - AYENOUAN - ASSALEKRO

		<ul style="list-style-type: none">- AYEB0- KRINDJABO- EHOUESSEBO- EPIENOU- SANHOUMAN- EHOLIE- BLEOUHOKRO- MAFERE- TOLIESSO- KOTOKA- MOUASSUE
--	--	--

Tableau 1 Liste des parties directement affectées par le projet

3.3 Parties intéressées ou concernées

Les réalités de terrain et les résultats des enquêtes montrent que sans être directement affectés par les effets du projet, certains lui manifestent un intérêt. En effet, « les parties prenantes qui participent à la mise en œuvre du projet » s'intéressent au projet parce qu'ils :

- participent à la conception et/ou au financement du projet (les partenaires techniques et financiers, les ministères sectoriels, les collectivités territoriales) ;
- jouent un rôle dans la préparation et/ou la réalisation du projet (les partenaires techniques et financiers, les sectoriels, les collectivités territoriales, les autorités publiques et administratives déconcentrées, les services techniques régionaux et départementaux de l'Etat ;
- font partie des communautés touchées et veulent faire entendre des préoccupations à une échelle plus vaste que celle d'un ménage Organisation Communautaire de Base (OCB), les organisations de la société civile (OSC), les médias, etc.) ;
- souhaitent recevoir des informations en raison du fait qu'un financement public est proposé à l'appui de ce projet (les populations d'une manière générale).
- sont des acteurs dans le secteur d'intervention du projet (les services techniques régionaux et départementaux de l'Etat intervenant dans le domaine précis, les OSC, le secteur privé, les médias etc.) ;

CATEGORIES DE PERSONNES AFFECTEES	DEPARTEMENTS CONCERNES	DESCRIPTION DES CATEGORIES
<p>Autorités départementales et locales</p>	<p>BINGERVILLE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sous-préfecture et Mairie de Bingerville - Directions départementales : de l'Agriculture et du Développement rural ; de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme ; de la Santé ; de l'éducation Nationale ; des Eaux et Forêts ; des Ressources Animales et Halieutiques de Bingerville - Direction de la CIE de Bingerville - Agence Emploi Jeune de Bingerville - Gendarmerie de Bingerville - Commissariat de police de Bingerville - Société PALMAFRIQUE de Bingerville
	<p>ALEPE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Préfecture, Sous-préfecture et Mairie d'Alépé - Sous-Préfecture d'Oghlwlapo - Directions Départementales : de l'Agriculture et du Développement rural ; de l'Equipement et de l'Entretien Routier ; de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme ; de la Santé ; de l'éducation Nationale ; des Eaux et Forêts ; des Ressources Animales et Halieutiques d'Alépé - Direction de la CIE d'Alepé - Agence Emploi jeune d'Alepé - Gendarmerie et Commissariat de police d'Alepé - Conseil Régional de la Mé - Directions Régionales : de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition écologique ; de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité ; du Travail ; de la famille, de la femme et de l'enfant de la Mé
		<ul style="list-style-type: none"> - Préfecture et Sous-préfecture de Grand-Bassam - Mairie de Grand-Bassam - Directions Départementales de l'Agriculture et du Développement rural ; de l'Equipement et de l'Entretien Routier ; de la Construction, du

CATEGORIES DE PERSONNES AFFECTEES	DEPARTEMENTS CONCERNES	DESCRIPTION DES CATEGORIES
<p>Autorités départementales et locales</p>	<p>GRAND - BASSAM</p>	<p>Logement et de l'Urbanisme ; de la Santé ; de l'enseignement et de l'Alphabétisation de Grand-Bassam</p> <ul style="list-style-type: none"> - Direction de patrimoine culturelle de Grand-Bassam - Direction de la CIE de Grand-Bassam - Agence Emploi jeune de Bonoua - Gendarmerie et Commissariat de Police de Grand-Bassam - Sous-préfecture de Bonoua - Société PALMCI de Toumanguié
	<p>ABOISSO</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Préfecture et Sous-préfecture d'Aboisso - Sous-Préfecture d'Adaou - Sous-préfecture de Maféré - Sous-préfecture de Kouakro - Conseil Régional du Sud-Comoé - Directions Régionales : de l'Agriculture et du Développement rural ; de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition écologique ; des Mines, du Pétrole et de l'énergie ; de l'Equipement et de l'Entretien Routier ; de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme ; de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité ; du travail ; du tourisme ; de la famille, de la femme et de l'enfant ; des ressources animales et halieutiques du Sud-Comoé - Directions Régionales : de l'éducation Nationale de l'Alphabétisation d'Aboisso - Direction de la CIE d'Aboisso - Agence Emploi jeune d'Aboisso - Gendarmerie d'Aboisso - Unité d'industrie et de transformation d'Hévéas (SCORS)

CATEGORIES DE PERSONNES AFFECTEES	DEPARTEMENTS CONCERNES	DESCRIPTION DES CATEGORIES
		<ul style="list-style-type: none"> - Sud-Comoé Caoutchouc (SCC)
Autorités traditionnelles	Tous les départements (Bingerville, Alépé, Grand-Bassam et Aboisso)	<ul style="list-style-type: none"> - Les chefs - Les anciens - Les leaders d'opinion des communautés locales.
Militants au niveau international	INTERNATIONAL	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation internationale non gouvernementale (ONG) - Conservation Internationale
Preneur d'électricité potentiel	EN COTE D'IVOIRE	CI-ENERGIES
AUTORITES NATIONALES		<p>Gouvernement – National</p> <ul style="list-style-type: none"> - District Autonome d'Abidjan - Préfecture d'Abidjan - Ministère des Mines du Pétrole et de l'Energie - Ministère de l'économie et des finances - Ministères des Eaux et Forêts - Ministère du commerce et de l'industrie - Ministère de l'emploi et de la protection sociale - Ministère de l'Agriculture et du Développement rural - Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition écologique - Ministère des Ressources Animales et Halieutiques - CI-ENERGIES - Agence Nationale et de l'Environnement (ANDE) - Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme - Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité

CATEGORIES DE PERSONNES AFFECTEES	DEPARTEMENTS CONCERNES	DESCRIPTION DES CATEGORIES
		<ul style="list-style-type: none"> - Direction de l'Hygiène et de la Santé Publique - Direction Régionale de l'Environnement et des Lagunes - Société de Développement des Forêts (SODEFOR) - Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) - Direction Générale des Ressources en EAU (DGRE) - Office Ivoirien de Patrimoine Culturelle (OIPC) - BNETD - AGEROUTE - Société de Développement des Infrastructures Industrielles (SOGEDI) <p>Office National l'Assainissement et du Drainage (ONAD)</p>

Tableau 2 : Liste des parties intéressées par le projet

3.4 Personnes ou groupes défavorisés/vulnérables

Personnes susceptibles d'être touchées de manière disproportionnée ou davantage défavorisées par le Projet par rapport à d'autres groupes en raison de leur vulnérabilité et cela peut nécessiter des efforts d'engagement spéciaux pour assurer leur représentation égale dans le processus de consultation et de prise de décision associé au projet.

Dans le cadre de ce projet, le PAR identifiera clairement les groupes vulnérables en fonction des conditions spécifiques du projet et les mesures et/ou d'une assistance particulière.

4 PROGRAMME D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

4.1 Résumé de la mobilisation des parties prenantes pendant la préparation du projet

Au cours de la préparation du projet, les réunions de consultation publique ont eu lieu dans les départements de Grand-Bassam, Alépé, Aboisso et Bingerville avec les autorités administratives (les responsables des services décentralisés et déconcentrés de l'Etat) et les autorités coutumières (chefs de villages, responsables d'associations de jeunes et de femmes) Le tableau suivant nous fait un résumé de ces réunions.

REUNIONS	DATE/LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	PRINCIPALES QUESTIONS ABORDEES
CONSULTATIONS PUBLIQUES	- 02 avril 2024 - Salle de réunion de la Préfecture de Grand-Bassam	14	<ul style="list-style-type: none"> - Informer l'opinion sur la nécessité de réalisation de l'EIES pour les projets de développement - Présenter le projet ainsi que les activités relatives à la réalisation de l'EIES - Solliciter une collaboration avec l'ensemble des parties prenantes pour une bonne participation à l'enquête socio-économique des populations cibles - Inviter les parties prenantes à poser des questions - Permettre aux parties prenantes de donner leurs avis et leurs préoccupations vis-à-vis du projet
	- 02 avril 2024 - Salle de réunion de la Préfecture d' Alépe	14	
	- 03 Avril 2024 - Salle de réunion de la Préfecture d' Aboisso	31	
	- 04 Avril 2024 - Salle de réunion de la Sous-Préfecture de Bingerville	32	
	GRAND BASSAM : <ul style="list-style-type: none"> - Préfecture - DD Construction, logement et Urbanisme - DR Enseignement National et Alphabétisation - DD Agriculture et Production vivrières 	04	Les différentes parties prenantes au projet se sont exprimées sur le projet à l'aide d'un questionnaire remis par
	ALEPE :	08	

REUNIONS	DATE/LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	PRINCIPALES QUESTIONS ABORDEES
STRUCTURES TECHNIQUES	<ul style="list-style-type: none"> - DR Environnement, Développement Durable et Transition Ecologique - DD Construction, Logement et Urbanisme - Cantonnement Eau et Foret - IEPP - Lycée Moderne - DD ressources animales et Halieutiques - DD Santé, Hygiène Publique et Couverture Maladies Universelles - Brigade de Gendarmerie - CIE 		<p>le cabinet ENVAL. Les principaux axes du questionnaire étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la connaissance du projet - les impacts du projet sur les populations - le rôle que peut jouer la structure partie prenante au projet - les préoccupations/attentes par rapport à la réalisation du projet dans zone concernée - les recommandations relatives aux préoccupations - l'avis relatif au projet
	<p>ABOISSO :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sous – Préfecture d’Adaou - Conseil Régional du Sud-Comoé - Mairie d’Aboisso 	14	

REUNIONS	DATE/LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	PRINCIPALES QUESTIONS ABORDEES
<p>STRUCTURES TECHNIQUES</p>	<ul style="list-style-type: none"> - DR Agriculture, Développement Rural et Productions vivrières - DR Environnement, Développement Durable et Transition Ecologique Sud-Comoé - DR Construction, Logement et Urbanisme - Direction Régionale Enseignement National et Alphabétisation du Sud-Comoé - DR Assainissement et Salubrité Sud-Comoé - DR Equipement et Entretien Routier - DR Eau et Foret Sud-Comoé - DR Culture et de la Francophonie du Sud-Comoé - DD ressources animales et Halieutiques 		<p>Les différentes parties prenantes au projet se sont exprimées sur le projet à l'aide d'un questionnaire remis par le cabinet ENVAL. Les principaux axes du questionnaire étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la connaissance du projet - les impacts du projet sur les populations - le rôle que peut jouer la structure partie prenante au projet - les préoccupations/attentes par rapport à la réalisation du projet dans zone concernée - les recommandations relatives aux préoccupations - l'avis relatif au projet

REUNIONS	DATE/LIEU	NOMBRE DE PARTICIPANTS	PRINCIPALES QUESTIONS ABORDEES
STRUCTURES TECHNIQUES	<ul style="list-style-type: none"> - DD Santé, Hygiène Publique et Couverture Maladies Universelles - Brigade de Gendarmerie - CIE - PALMCI TOUMANGUIE 		<p>Les différentes parties prenantes au projet se sont exprimées sur le projet à l'aide d'un questionnaire remis par le cabinet ENVAL. Les principaux axes du questionnaire étaient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la connaissance du projet - les impacts du projet sur les populations - le rôle que peut jouer la structure partie prenante au projet - les préoccupations/attentes par rapport à la réalisation du projet dans zone concernée - les recommandations relatives aux préoccupations - l'avis relatif au projet
	<p>BINGERVILLE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sous-Préfecture - Poste des eaux et Forêts - DGAMP Antenne de Bingerville - DD Agriculture, Développement Rural et Productions vivrières - Direction Régionale Enseignement National et Alphabétisation Abidjan 1 - Brigade de Gendarmerie - CIE - DD Construction, Logement et Urbanisme 	07	

Tableau 3 : Résumé des Consultations Publiques et des Structures techniques

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
REUNIONS COMMUNAUTAIRES	17 Avril 2024 ONO SALCI / (GRAND-BASSAM)	Chefferie (10)	Chefferie	<ul style="list-style-type: none"> - Informer par la chefferie - Permettre une bonne compréhension et adhésion au projet - Sensibiliser la population et les impactés
		Association des femmes (06)	Association des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne compréhension du projet - Disposition des femmes à intégrer le projet
		Association des jeunes (05)	Association des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne compréhension du projet - Mise à disposition de la jeunesse à intégrer le projet
	17 Avril 2024 LARABIA / (GRAND-BASSAM)	Chefferie (06)	Chefferie	<ul style="list-style-type: none"> - Informer par la chefferie - Permettre une bonne compréhension et adhésion au projet

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
				- Sensibiliser la population et les impactés
		Association des femmes (03)	Association des femmes	- Bonne compréhension du projet - Disposition des femmes à intégrer le projet
	18 avril 2024 ASSE / (GRAND-BASSAM)	Chefferie (07)	Chefferie	- Informer par la chefferie - Permettre une bonne compréhension et adhésion au projet - Sensibiliser la population et les impactés
		Association des jeunes (07)	Association des jeunes	- Bonne compréhension du projet - Mise à disposition de la jeunesse à intégrer le projet
	18 avril 2024 ASSE / (GRAND-BASSAM)	Chefferie	Chefferie	- Informer par la chefferie - Permettre une bonne compréhension et adhésion au projet - Sensibiliser la population et les impactés
		Association des jeunes	Association des jeunes	- Bonne compréhension du projet - Mise à disposition de la jeunesse à intégrer le projet
	27 avril 2024 N'DJRAKRO / (GRAND-BASSAM)	Chefferie (05)	Chefferie	- Informer par la chefferie - Permettre une bonne compréhension et adhésion au projet

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
				<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser la population et les impactés
REUNIONS COMMUNAUTAIRES	15 Avril 2024 à ELOKA-TE / (BINGERVILLE)	Chefferie (04)	Chefferie	<ul style="list-style-type: none"> - Informer par la chefferie - Permettre une bonne compréhension et adhésion au projet - Sensibiliser la population et les impactés
		Association des femmes (05)	Association des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne compréhension du projet - Disposition des femmes à intégrer le projet
	15 Avril 2024 à SEBIA YAO / (BINGERVILLE)	Chefferie (07)	Chefferie	<ul style="list-style-type: none"> - Informer par la chefferie - Permettre une bonne compréhension et adhésion au projet - Sensibiliser la population et les impactés
		Association des femmes (05)	Association des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne compréhension du projet - Disposition des femmes à intégrer le projet
		Association des jeunes (05)	Association des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne compréhension du projet - Mise à disposition de la jeunesse à intégrer le projet
	15 Avril 2024 à KOFFIKRO (BINGERVILLE)	Chefferie (06)	Chefferie	<ul style="list-style-type: none"> - Informer par la chefferie - Permettre une bonne compréhension et adhésion au projet - Sensibiliser la population et les impactés

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
		Association des femmes (02)	Association des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne compréhension du projet - Disposition des femmes à intégrer le projet
		Association des jeunes (03)	Association des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne compréhension du projet - Mise à disposition de la jeunesse à intégrer le projet
	15 Avril 2024 à M'BATTO-BOUAKE (BINGERVILLE)	Chefferie (04)	Chefferie	<ul style="list-style-type: none"> - Informer par la chefferie - Permettre une bonne compréhension et adhésion au projet - Sensibiliser la population et les impactés
	24 Avril 2024 à BREGBO (BINGERVILLE)	Chefferie (11)	Chefferie	<ul style="list-style-type: none"> - Informer par la chefferie - Permettre une bonne compréhension et adhésion au projet - Sensibiliser la population et les impactés
		Association des femmes (08)	Association des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne compréhension du projet - Disposition des femmes à intégrer le projet
	24 Avril à ELOKA-TO (BINGERVILLE)	Chefferie (03)	Chefferie	<ul style="list-style-type: none"> - Informer par la chefferie - Permettre une bonne compréhension et adhésion au projet - Sensibiliser la population et les impactés

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
		Association des femmes (03)	Association des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne compréhension du projet - Disposition des femmes à intégrer le projet
		Association des jeunes (04)	Association des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne compréhension du projet - Mise à disposition de la jeunesse à intégrer le projet
REUNIONS COMMUNAUTAIRES	16 Avril 2024 AKOURE (ALEPE)	Chefferie de AKOURE (10)	Chefferie de AKOURE	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances.
		Jeunesse d'AKOURE (04)	Jeunesse d'AKOURE	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances - Les emplois susceptibles d'être créés.
		Femmes d'AKOURE (14)	Femmes d'AKOURE	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
REUNIONS COMMUNAUTAIRES	16 Avril 2024 MOTOBE (ALEPE)	Chefferie (07)	Chefferie	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
				<ul style="list-style-type: none"> - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
		Association des jeunes (04)	Association des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
		Association des femmes (03)	Association des femmes	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
	16 Avril 2024 OGUEDOUME (ALEPE)	Chefferie d'OGUEDOUME (07)	Chefferie d'OGUEDOUME	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
	26 avril 2024 N'GOKRO / (ALEPE)	Chefferie N'GOKRO (07)	Chefferie N'GOKRO	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
	26 avril 2024 NOUGOUSSI / (ALEPE)	Chefferie de NOUGOUSSI (06)	Chefferie de NOUGOUSSI	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
REUNIONS COMMUNAUTAIRES	17 Avril 2024 à AHIGBE-KOFFIKRO / (ABOISSO)	Chefferie de AHIGBE-KOFFIKRO (11)	Chefferie de AHIGBE-KOFFIKRO	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
		Association des jeunes de AHIGBE-KOFFIKRO (03)	Association des jeunes de AHIGBE-KOFFIKRO	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
	18 Avril 2024 à BABADOUGOU / (ABOISSO)	Chefferie de BABADOUGOU (09)	Chefferie de BABADOUGOU	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
		Association des Jeunes de BABADOUGOU (03)	Association des Jeunes de BABADOUGOU	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
		Association des femmes de BABADOUGOU (03)	Association des femmes de BABADOUGOU	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
	18 avril 2024 N'ZIKRO / (ABOISSO)	Chefferie de N'ZIKRO (10)	Chefferie de N'ZIKRO	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances.
		Femmes de N'ZIKRO (15)	Femmes de N'ZIKRO	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances.

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
REUNIONS COMMUNAUTAIRES	18 avril 2024 AYENOUAN / (Aboisso)	Chefferie de AYENOUAN (10)	Chefferie de AYENOUAN	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances.
		Jeunesse de AYENOUAN (04)	Jeunesse de AYENOUAN	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
		Femmes de AYENOUAN (02)	Femmes de AYENOUAN	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution à la réalisation du projet
	18 Avril à DIATOKRO / (Aboisso)	Chefferie de DIATOKRO (11)	Chefferie de DIATOKRO	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
		Association des jeunes de DIATOKRO (07)	Association des jeunes de DIATOKRO	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
		Association des femmes de DIATOKRO (01)	Association des femmes de DIATOKRO	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
	18 Avril 2024 ADAOU / (Aboisso)	Chefferie d'ADAOU (06)	Chefferie d'ADAOU	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
		Association des jeunes de ADAOU (02)	Association des jeunes de ADAOU	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
		Association des femmes de ADAOU (06)	Association des femmes de ADAOU	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
REUNIONS COMMUNAUTAIRES	19 Avril 2024 TOLIESSO / (Aboisso)	Chefferie de TOLIESSO (15)	Chefferie de TOLIESSO	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
		Association des jeunes de TOLIESSO (06)	Association des jeunes de TOLIESSO	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet et expériences sur les projets antérieurs - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
	19 avril 2024 KOTOKA / (Aboisso)	Chefferie de KOTOKA (10)	Chefferie de KOTOKA	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances.
		Association des femmes des femmes de KOTOKA (05)	Jeunes de KOTOKA	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
	19 avril 2024 MOUASSUE / (Aboisso)	Jeunes de KOTOKA (14)	Chefferie de MOUASSUE	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances.

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
	20 Avril 2024 MAFERE/ (Aboisso)	Chefferie de MOUASSUE (08)	Chefferie Maferé	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur le projet - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances.
		Chefferie Maferé (09)	Association des jeunes de Maferé	<ul style="list-style-type: none"> - Contribution à la réalisation du projet - Les impacts positifs/négatif recommandations et doléances -les impacts positifs/négatif recommandations et doléances
REUNIONS COMMUNAUTAIRES	20 avril 2024 KAOUKOUKRO LIMITE / (Aboisso)	Association des jeunes de Maferé (04)	Chefferie de KAOUKOUKRO LIMITE	<ul style="list-style-type: none"> - Les indemnisations - Impacts des travaux - Avantages du projet
	25 Avril 2024 EPIENOU / (ABOISSO)	Chefferie de KAOUKOUKRO LIMITE (03)	Chefferie de EPIENOU	<ul style="list-style-type: none"> - Les indemnisations - Impacts des travaux - Avantages du projet
	25 Avril 2024 SANHOUMAN / (ABOISSO)	Chefferie de EPIENOU (01)	Chefferie de SANHOUMAN	<ul style="list-style-type: none"> - Les indemnisations - Impacts des travaux - Avantages du projet
	25 Avril 2024 AYEBO / (ABOISSO)	Chefferie de SANHOUMAN (08)	Chefferie de AYEBO	<ul style="list-style-type: none"> - Les indemnisations - Impacts du projet sur le coût de l'électricité

REUNIONS	DATE ET LIEU	PARTICIPANTS	PARTICIPANTS	POINTS DISCUTES
	25 Avril 2024 KRINDJABO / (ABOISSO)	Chefferie de AYEBO (09)	Chefferie de KRINDJABO	<ul style="list-style-type: none"> - Les indemnisations - Impacts du projet sur le coût de l'électricité.
	27 avril 2024 YAPOKRO / (ABOISSO)	Chefferie de KRINDJABO (06)	Chefferie de YAPOKRO	<ul style="list-style-type: none"> - Les indemnisations - Impacts du projet sur le coût de l'électricité ;
		Chefferie de YAPOKRO (17)		-

Tableau 4 : Résumé des réunions communautaires

4.2 Résumé des besoins des parties prenantes du projet et des méthodes, outils et techniques d'engagement des parties prenantes.

Le plan d'engagement des parties prenantes ci-dessous décrit le processus de mobilisation, les méthodes, y compris la séquence, les sujets de consultation et les parties prenantes ciblées. La Banque mondiale et l'Emprunteur ne tolèrent pas les représailles et les représailles contre les parties prenantes des projets qui partagent leurs points de vue sur les projets financés par la Banque.

Tableau 5 : Tableau sommaire du PMPP

Étapes du projet	Parties prenantes cibles	Sujet de la consultation / message	Méthode utilisée	Responsabilités	Fréquence/Chronologie
Etude de cadrage	<ul style="list-style-type: none"> - Préfet - Sous-préfet - Maire - DD Agriculture - DR Construction - Cantonnement des eaux et forêts - Autorités villageoises - Responsables d'associations (jeunesse et femme) - Gendarmerie - Police - CIE 	<ul style="list-style-type: none"> - Informations des Parties Prenantes - Sensibilisation des Parties Prenantes 	Réunion d'informations	<ul style="list-style-type: none"> - Consultant - ENVAL - Studio Pietrangeli 	<p>Du 16 novembre 2023</p> <p>Au</p> <p>30 novembre 2023</p>
EIES	<ul style="list-style-type: none"> - Préfet - Sous-préfet - Maire - DD Agriculture - DR Construction 	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des impacts potentiels - Minimisation des impact 	<ul style="list-style-type: none"> - Consultation publique - Réunion de consultation avec les 	<ul style="list-style-type: none"> - Consultant - ENVAL - Studio Pietrangeli 	<p>Janvier 2024</p> <p>NB : ces actions doivent maintenues tout au long du processus de mise en œuvre du projet</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Cantonnement eaux et forêts - Communautés villageoises - Les personnes affectées par le projet (PAPs) 		<ul style="list-style-type: none"> communautés villageoises - Entretiens de groupes (Focus Groups) - Entretiens individuels 		
PAR	<ul style="list-style-type: none"> - Préfet - Sous-préfet - Maire - DD Agriculture - DR Construction - Cantonnement eaux et forêts - Autorités coutumières - Les personnes affectées par le projet (PAPs) 	<ul style="list-style-type: none"> - Recensement des biens et des personnes - Evaluation des biens impactés - Dédommagement des PAPs - Restauration des moyens de subsistance des personnes affectées par le projet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réunion avec les autorités - Administratives pour ouverture de l'enquête - Réunion avec les autorités coutumières - Recensement des biens et des personnes - Evaluation des biens impactés 	<ul style="list-style-type: none"> - Consultant - ENVAL - Studio Pietrangeli 	<p>Avril 2024</p> <p>NB : ces actions doivent maintenues tout au long du processus de mise en œuvre du projet</p>
Phase de d'aménagement	<ul style="list-style-type: none"> - Préfet - Sous-Préfet - Mairie - Autorités coutumières 	Mise en œuvre du projet	CI-ENERGIES	CI-ENERGIES	Juin 2024

	- Les personnes affectées par le projet (PAPs)				NB : ces actions doivent maintenues tout au long du processus de mise en œuvre du projet
--	--	--	--	--	--

4.3 Stratégie proposée pour intégrer les points de vue des groupes vulnérables

Certaines personnes ou groupes de personnes peuvent rencontrer des difficultés à participer aux activités du projet ou être exclus du processus de consultation ; d'autres sont susceptibles d'être affectés inégalement ou de manière disproportionnée par le Projet, en raison de leur situation de vulnérabilité. Lors des consultations un certain nombre de couches vulnérables ont été identifiées, cette liste n'est pas exhaustive, Il s'agit notamment des :

- Les personnes âgées, les veufs/veuves sans sources de revenus, personnes présentant un handicap ;
- Personnes handicapées ;
- Femmes cheffes de ménages ;
- Les filles et personnes ayant quitté le système scolaire (analphabètes) ;
- Personnes âgées;
- Ménages dont le chef de famille est sans ressources ou quasiment sans ressources]

Le projet cherchera à recueillir les vues des groupes vulnérables ou défavorisés identifiés par les méthodes suivantes :

- Réduire les coûts d'électricité aux personnes vulnérables ;
- Sensibiliser la population sur la sécurité des installations;
- Sensibiliser les populations sur les risques liés aux Infections Sexuellement Transmissibles (IST) ;
- Veiller à ce que les informations de recrutement soient accessibles à tout le monde en utilisant tous les canaux de communications (crieur, affiche, radio, etc.) ;
- Prioriser la main d'œuvre locale pour des tâches ne nécessitant pas des compétences particulières ;
- Promouvoir les recrutements de la main d'œuvre féminine ;
- Respecter et protéger les principes et les droits fondamentaux des travailleurs ;
- Promouvoir un agenda de travailleur décent y compris le traitement équitable, la non-discrimination et l'égalité de chances pour l'ensemble des travailleurs ;
- Protéger les travailleurs vulnérables tels que les femmes et les personnes vulnérables

5 RESSOURCES ET RESPONSABILITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

5.1 Modalités de mise en œuvre et ressources

Le promoteur (CIE - Côte d'Ivoire Energies) sera chargé des activités d'engagement des parties prenantes. Les entités responsables de la réalisation des activités d'engagement des parties prenantes sont :

- Consultant
- ENVAL
- Studio Pietrangeli

La responsabilité globale de la mise en œuvre du PMPP incombe au directeur de l'Unité de Mise en Œuvre du Projet (UMP).

Les modalités de mise en œuvre de la participation des parties prenantes du projet sont les suivantes :

- Identification des Parties Prenantes : identifier toutes les parties prenantes concernées par le projet et évaluer les intérêts, attentes et niveau d'influence de chaque partie prenante.
- Définition des Objectifs d'Engagement : déterminer ce que vous souhaitez atteindre par l'engagement des parties prenantes. Par exemple, obtenir des retours précieux, assurer la conformité réglementaire, ou gagner du soutien pour le projet. Il est important de s'assurer que les objectifs d'engagement sont en phase avec les objectifs globaux du projet.
- Stratégies d'Engagement :
 - i. Plan de communication : développer un plan de communication adapté à chaque partie prenante, incluant les canaux, la fréquence, et le contenu des communications.
 - ii. Méthodes d'engagement : choisissez les méthodes d'engagement appropriées, comme des réunions, des ateliers, des sondages, ou des groupes de discussion.
 - iii. Responsabilités : assigner des rôles spécifiques à des membres de l'équipe pour gérer les relations avec différentes parties prenantes.]¹

Les activités de mobilisation des parties prenantes seront documentées par des outils comme des enquêtes, des entretiens, et des forums de discussion.

¹ Intégrer des dispositions relatives à la mobilisation de l'expertise technique pour des consultations en toute sécurité avec les groupes vulnérables et/ou sur des sujets sensibles, selon les besoins.

L'estimation budgétaire pour la préparation et la mise en œuvre du PMPP est de **39 115 500 FCFA**. La ventilation du budget se trouve à l'annexe 2. Voir les exemples de postes budgétaires énumérés à l'annexe 2.

6 MECANISME DE REGLEMENT DES GRIEFS

Un Mécanisme de Règlement des Grieffs (MRG) est un système qui permet non seulement de soumettre des griefs, mais aussi de soumettre des questions, des suggestions, des commentaires positifs et des préoccupations des parties affectées par le projet concernant la performance environnementale et sociale d'un projet et d'y répondre en temps opportun.

6.1 Description du Mécanisme de Règlement des Grieffs (MRG)

Tableau 6 : Tableau illustratif des étapes du MRG

Étape	Description du procédé (p. ex.)	Calendrier	Responsabilité
Structure de mise en œuvre du MR	<p>Les griefs peuvent être soumis par les canaux suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comités de Gestion des Plaintes (CGP) : les CGP locaux seront installés dans tous les villages ciblés ainsi que les communes bénéficiaires des activités du Projet, aux niveaux des chefferies des villages et des quartiers ainsi que les sous-préfectures. Ils disposeront de points focaux qui seront chargés de collecter les impressions, les préoccupations, les opinions des populations en lien avec le Projet et susceptibles de créer des situations conflictuelles, ainsi que les requêtes et plaintes orales formelles ou informelles et procéder à un tri des plaintes selon les critères de recevabilité • Points-Focaux de Gestion des Plaintes (PFGP) : les PFGP désignés par les membres des CGP, sont des acteurs qui sont chargés de recevoir et enregistrer les plaintes dans chaque comité. Ils ont pour mission de promouvoir l'extension du MGP dans leurs aires sanitaires respectives 		

Étape	Description du procédé (p. ex.)	Calendrier	Responsabilité
	<ul style="list-style-type: none"> • Cellule Sauvegarde de l'Unité de Coordination du Projet : l'équipe des Spécialistes Sauvegarde Sociales et Environnementales (SSES) est chargée de la collecte de certaines requêtes et plaintes émises par le personnel du Projet, des agences d'exécution, des prestataires ainsi que leurs sous-traitants, les propriétaires des concessions voisines aux locaux de l'UCP ainsi que celles des usagers de ses locaux. 		
Recours aux griefs	<ul style="list-style-type: none"> • (Courrier, verbal, appel téléphonique, SMS, plainte directe, réseaux sociaux, etc.), un accusé de réception est remis au plaignant dès réception de sa plainte ou dans un délai de 48 h après le dépôt de sa plainte. • L'accusé de réception reprendra (i) les principales informations sur le (la) plaignant(e) (adresse, numéro de contact, localité d'origine, etc.), (ii) le motif de la plainte, (iii) la date de dépôt, (iv) un contact au niveau du CGP pour le suivi de la plainte. 		
Tri, traitement	Examen préliminaire, classement et constitution du dossier de plainte	Comité de Gestion des Plaintes où la plainte est déposée	1
Reconnaissance et suivi	L'accusé de réception du grief est porté à l'attention du plaignant au niveau des comités disponibles dans les villages et les quartiers, au niveau de la sous-préfecture et au niveau de la coordination du Projet	Dans les 2 jours suivant la réception	Points focaux locaux pour les griefs

Étape	Description du procédé (p. ex.)	Calendrier	Responsabilité
Vérification, enquête, action	L'enquête sur la plainte est dirigée par le comité des plaintes Une proposition de résolution est formulée par Comité des plaintes et communiquée au plaignant par le comité des plaintes	Dans les 10 jours ouvrables	Comité des plaintes composé de : Points-Focaux de Gestion des Plaintes (PFGP)
Suivi et évaluation	Les données sur les plaintes sont recueillies dans un registre et dans des formulaires de réception et communiquées au niveau des comités disponibles dans les villages et les quartiers, au niveau de la sous-préfecture et au niveau de la coordination du Projet		
Fourniture de commentaires	Les commentaires des plaignants concernant leur satisfaction à l'égard du règlement des plaintes sont recueillis par la coordination du projet		
Formation	Les besoins en formation du personnel/consultants de l'UIP, des sous-traitants et des consultants en supervision sont sur les différentes plaintes		
Le cas contraire, paiement des réparations à la suite de la résolution de la plainte	<i>[Le cas échéant, décrivez comment le paiement des réparations sera géré, y compris les montants, les bénéficiaires, etc.]</i>		

Étape	Description du procédé (p. ex.)	Calendrier	Responsabilité
Procédure d'appel	Les informations suivantes doivent être enregistrées : le numéro d'identification de la plainte, la localité d'émission, la description de la plainte, le contact du /de la plaignant (e), la date de réception de la plainte, la catégorie de la plainte et la date prévue pour la résolution et les éventuels commentaires. La finalité de ces informations enregistrées vise à avoir des supports physiques manuscrits qui, seront tous (admissibles ou pas) enregistrés et sauvegardés dans la base de données du Projet afin de les analyser ultérieurement		

7 SURVEILLANCE ET RAPPORTS

7.1 Résumé de la façon dont le PMPP sera surveillé et fera l'objet de rapports (y compris les indicateurs)

Le PMPP fera l'objet d'un suivi fondé sur des rapports qualitatifs (fondés sur des rapports d'étape) et des rapports quantitatifs liés à des indicateurs de résultats sur l'engagement des parties prenantes et le rendement des griefs.

Les rapports sur le PMPP comprendront les éléments suivants :

- Rapports sur l'état d'avancement des engagements de la NES10 - Mobilisation des parties prenantes et information
- dans le cadre du Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES)
- Rapports qualitatifs cumulatifs sur les commentaires reçus au cours des activités, en particulier
 - a) les questions qui ont été soulevées et qui peuvent être résolues par des modifications de la portée et de la conception du projet, et qui sont reflétées dans la documentation de base telle que le document d'évaluation de projet, l'évaluation environnementale et sociale, le plan de réinstallation, le plan pour les peuples autochtones ou le plan d'action sur l'Exploitation et abus sexuels (EAS) et harcèlement sexuel (HS) (EAS/HS), si nécessaire ;
 - b) les questions qui ont été soulevées et qui peuvent être réglées au cours de l'exécution du projet ;
 - c) les questions qui ont été soulevées et qui dépassent la portée du projet et qui sont mieux réglées par d'autres projets, programmes ou initiatives et
 - d) les problèmes qui ne peuvent pas être réglés par le projet pour des raisons techniques, juridictionnelles ou liées à des coûts excessifs. Les procès-verbaux des réunions résumant les points de vue des participants peuvent également être annexés aux rapports de suivi.
- Reporting quantitatif basé sur les indicateurs inclus dans le PMPP. On trouvera à l'annexe 3 un ensemble d'indicateurs illustratifs pour le suivi et l'établissement de rapports.

7.2 Rapports aux groupes de parties prenantes

Le plan sera révisé et mis à jour au besoin au cours de la mise en œuvre du projet.

Les résumés (trimestriels ou autres) et les rapports internes sur les griefs du public, les enquêtes et les incidents connexes, ainsi que l'état de la mise en œuvre des mesures correctives ou préventives connexes, seront compilés par le personnel responsable et transmis aux gestionnaires de projet.

Les méthodes de consultation des parties prenantes seront adaptées aux cibles visées : - Les entretiens seront organisés avec les différents acteurs étatiques et organisations non gouvernementales; - Les enquêtes de terrain, sondage et questionnaires seront utilisés pour prendre les avis des personnes susceptibles d'être affectées par le projet ainsi que les bénéficiaires du projet; - Les réunions publiques seront régulièrement organisées l'intention des acteurs les plus éloignés. Les parties prenantes seront bien identifiées et impliquées suivant les thématiques à débattre.

Tableau récapitulatif du PMPP

Stade du projet	Parties prenantes ciblées	Sujet de consultation / message	Méthode utilisée	Responsabilités	Calendrier (lieux/dates)
Préparation	Toutes les parties prenantes identifiées	L'objet, la nature et l'envergure du projet Préparation à la formulation du projet	Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondances, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux ; - Radios locales ; - Consultation du public (regroupement, interview ou focus group) ; - Consultations communautaires ; - Réunions formelles ; - Entretiens individuels ; - Visites de terrain. N.B : • Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées •Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales	Consultant/équipe de préparation / UGP	Echange par visioconférence avec la BM et gouvernement du Mali Avant et pendant la mission d'évaluation du projet / Avant la négociation du projet N.B. Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations

			<p>-Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondances, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux ; - Radios locales ; - Consultation du public (regroupement, interview ou focus group) ; - Consultations communautaires - Réunions formelles ; - Entretiens individuels ; - Visites de terrain. N.B : • Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées ; • Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales.</p>		
	Toutes les parties prenantes identifiées			Consultant / Equipe de préparation UGP	<p>Avant et pendant la négociation du projet N.B. Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et</p>

					des crieurs pour informer et sensibiliser les populations.
	Personnes potentiellement affectées et toutes les parties prenantes	Echanges sur les critères d'éligibilité des personnes affectées et des personnes vulnérables	- Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondance, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux. - Radios locales ; - Discussion avec les parties prenantes en vue de prendre en compte leur réactions/soucis/contributions ; - Réunions de consultation ; Consultation du public (assemblée générale, interview ou focus group avec les communautés) pour l'élaboration des instruments de sauvegarde N.B : • Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées • Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales	Consultant / UGP	Réunions de consultation continues pour prise en compte de leurs des réactions, soucis, et contributions des communautés locales dans tout le processus ; Un communiqué dans : Les journaux au niveau des régions à la radio et à la télé, une fois par semaine et à la télé durant les semaines de communication durant la période de lancement du projet N.B. Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de

					proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations.
	Toutes les parties prenantes identifiées	Processus envisagé pour mobiliser les parties prenantes (Participation et l'implication des acteurs et des populations locales)	Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondance, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux. - Radios locales - Consultation du public (regroupement, interview ou focus group) N.B : • Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées • Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales		Zone d'influence du projet - Le long du cycle de vie du projet N.B. Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations
Mise en œuvre	- Toutes les parties prenantes identifiées	Mécanisme de gestion des plaintes	Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondance, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux. - Radios locales - Consultation du public (regroupement, interview ou focus group) N.B : • Les réunions vont se tenir	UGP / Communautés locales/radios communautaires	Consultation des communautés, un mois avant le début des travaux et pendant toute la phase des travaux Un communiqué dans : - Les journaux au niveau des régions - La

			en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées		radio et à la télé, une fois par semaine et à la télé durant les semaines de communication durant la période de lancement du projet N.B. Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations
	- Toutes les parties prenantes identifiées	Diffusion des instruments de sauvegardes environnementale et sociale élaborés (Impacts environnementaux et sociaux des activités du projet et mesures préconisées : hygiène, sécurité, VBG, travail des enfants lors des travaux ;	- Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondance, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux. - Radios locales - Consultation du public (réunion, entretiens, regroupement, interview ou focus group) N.B : • Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et	- UGP - Prestataires de services	Dans la zone d'intervention du projet notamment : - Consultation sur les instruments de sauvegarde environnementale et sociale pendant toute la période de préparation N.B. Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la

		gestion des ressources naturelles ; opportunité d'emploi	les personnes âgées • Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales		stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations
Exploitation	Bénéficiaires - Collectivités territoriales - Communautés locales	Mesures d'entretien et de gestion	Journaux, affiches, la radio, la télévision ; - Brochures, dépliants, affiches, documents et rapports de synthèse non techniques ; - Correspondance, les réunions officielles ; Site Web, les médias sociaux. - Radios locales - Consultation du public (regroupement, interview ou focus group) N.B : • Les réunions vont se tenir en présence des hommes et des femmes ainsi que les jeunes, les adultes et les personnes âgées • Les communications avec les parties prenantes vont se faire en français et en langues nationales et locales	UGP - Prestataires de services	Information dans la zone d'intervention durant toute la phase de fonctionnement N.B. Pour les zones éloignées ou difficiles d'accès, la stratégie de communication consistera à utiliser les services des radios de proximité et des crieurs pour informer et sensibiliser les populations

ANNEXES

- Annexe 1. Modèle pour saisir les procès-verbaux/comptes-rendus des réunions de consultation
- Annexe 2. Exemple d'un tableau budgétaire PMPP
- Annexe 3. Exemple de tableau : Suivi et rapports sur le PMPP
- Annexe 4. Les Exemples d'analyse des Parties Prenantes

D'autres annexes peuvent inclure :

- Des résumés visuels tels que des cartographies ou des diagrammes des parties prenantes
- Un formulaire de soumission de réclamation
- Des cartes de projet (le cas échéant)

Annexe 1 : Modèle pour saisir les minutes de consultation

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
ALEPE/STRUCTURES	Préfet du Département/ Préfecture d'Alépé	L'autorité a exhorté les populations à accueillir et à accompagner l'équipe du consultant pour le succès de sa mission qui serait dans l'intérêt de ces populations bénéficiaires du projet.	L'équipe du cabinet à solliciter une collaboration avec l'ensemble des parties prenantes pour une bonne participation à l'enquête socio-économique des populations cibles	Mettre en place le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP)
	TRA BI Désiré/ Secrétaire Général de Préfecture d'Alépé	Définition de l'acquisition du site	L'équipe du cabinet d'ENVAL présentera un document qui prendra en compte les personnes impactées et les biens impactés.	Réalisation d'un Plan d'Action et de Réinstallation (PAR)
	Direction Régionale de l'Environnement, Développement Durable et de la Transition	-Dédommager les personnes impactées -prendre les mesures nécessaires	L'équipe du cabinet d'ENVAL Présentera un document qui prendra en compte les	Réalisation d'un Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) et rédaction d'un Plan de Gestion

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
	Ecologique de la Mé	pour polluer moins ; -installer des panneaux de signalisation ; -équiper les travailleurs	personnes impactées et les biens impactés.	Environnementale et Social
	Direction Départementale de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme de Grand-Bassam	Dédommagement des personnes impactées	L'équipe du cabinet d'ENVAL Présentera un document qui prendra en compte les personnes impactées et les biens impactés.	Réalisation d'un Plan d'Action et de Réinstallation (PAR)
	Direction Départementale de la Santé, de l'Hygiène Publique et la Couverture Maladie Universelle d'Alépé	La situation des personnes impactées par le projet dans le cadre de la destruction des cultures	Le cabinet Enval a signifié que les dispositions seront prises en cas de dommage ou de destruction de biens	Réalisation d'un Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) et la Proposition d'un Plan de Gestion environnementale et Social
	Cantonement des Eaux et Forêts d'Alépé	S'assurer de l'effectivité des indemnités et des purges foncières avant	L'équipe d'Enval mettra en œuvre des instruments d'évaluation	Proposer un Plan de Gestion environnementale et Social (PGES) et le Cadre de

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
		<p>le début des travaux ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -prioriser l'employabilité locale ; -prendre en compte des mesures de sauvegardes environnementales d'où la préservation d'un certain nombre de forêts refuge d'écosystèmes uniques pour les animaux. 	environnemental et Social	Gestion environnemental et Social (CGES).
	GOGOUA Sivilie/représentante du Directeur Général de la CIE d'Alépé.	Mise à disposition des informations relatives au projet	L'équipe du cabinet Associera les parties prenantes aux différents processus de l'étude	Mettre en place le Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP)
	Inspection de l'Enseignement Publique et Primaire	Minimiser le plus possible les impacts du projet	L'équipe du cabinet rassure les parties prenantes sur les dispositions qui seront prises afin	Proposition de mesures d'atténuation ou de mitigations pour les impacts négatifs et les mesures

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
			d'éviter ou de minimiser les impacts.	de bonification pour les impacts positifs.
ALEPE/COMMUNAUTES	Village N'Gokro	Expropriation des populations des terres	Le chef de mission d'ENVAL a indiqué que le but de ce projet est de minimiser le plus possible le nombre de personnes impactées. L'Etat ne mets pas en place des projets de développement pour mettre en mal la population. Le cas échéant, il aura un document qui prendra en compte tous les aspects d'indemnisation .	Réalisation d'un Plan d'Action et de Réinstallation (PAR)
	Village AKOURE	-la révision de la position du Ghana vis-à-vis du projet	L'équipe du cabinet a souligné que c'est une	Réalisation d'un Plan d'Action et de

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
		-Expropriation sous le compte de l'utilité publique. -Le mode de compensation des impactés	décision Etatique	Réinstallation (PAR)
	Village MOTOBE	Destruction des cultures	L'équipe du cabinet rassure les parties prenantes sur les dispositions qui seront prises afin d'éviter ou de minimiser les impacts.	Réalisation d'un Plan d'Action et de Réinstallation (PAR)
	Sous-Préfecture de Bingerville/ KONE KAPIE	Implication des parties prenantes	L'équipe du cabinet Enval associe les parties prenantes afin de recueillir leurs préoccupations, suggestions et doléances.	Mobilisation des Parties Prenantes
	Direction Régionale de l'Enseignement Nationale et l'Alphabétisation (Abidjan sud)	La destruction des établissements que le projet pourrait engendrer	L'équipe du cabinet Enval a rassuré l'assistance sur le fait qu'aucun établissement	Associer davantage les structures techniques sur les dispositions à prendre dans

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
BINGERVILLE/STRUCTURES	/TOURE Aminata Epe KEITA		scolaire ne sera touché.	le cadre de la réalisation du projet
	PALMAFRIQUE/ BROU GERARD	L'utilité de la diffusion de l'information dans le cadre du projet	L'équipe du cabinet a rappelé les objectifs de l'EIES	Informers les parties prenantes sur le projet
	Poste des Eaux et Forêts	Destruction de la flore et de la faune.	L'équipe du cabinet Enval rappelle aux parties prenantes que la minimisation ou l'évitement des impacts constitue également un point essentiel dans les études d'Impact Environnemental et Social	Proposition d'un Plan de Gestion de la Biodiversité (PGB)
	Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires (DGAMP)	Bon projet. Diversification les sources de production de l'électricité en investissant dans les énergies renouvelables	L'équipe du cabinet Enval prendra en compte les recommandations dans la rédaction du rapport.	Intégrer les recommandations faites par les parties prenantes dans le rapport

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
		(solaire, Éolienne)		
BINGERVILLE/COMMUNAUTES	Village ELOKA	Faire bénéficier le village en facilitant l'accès à l'abonnement par des promotions sur des compteurs	L'équipe du cabinet Enval prendra en compte les recommandations dans la rédaction du rapport.	Intégrer les recommandations faites par les parties prenantes dans le rapport
	Village SEBIA-YAO	-Prendre en compte l'électrification de tous les villages de la Sous-Préfecture concerné par le projet ; - employabilité locale ; -renforcement du réseau électrique au sein du village afin d'éviter les coupures intempestives	L'équipe du cabinet Enval reportera vos doléances et recommandations dans le rapport	Intégrer les recommandations faites par les parties prenantes dans le rapport
	Village M'BATTO-BOUAKE	Destructions des biens sur le tracé du projet ; -manifestations de nombreuses	L'équipe du cabinet rassure les parties prenantes sur les dispositions qui seront	Réalisation d'un Plan d'Action et de Réinstallation (PAR)

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
		plaintes de la part des impactés	prises afin d'éviter ou de minimiser les impacts.	
	Village BREGBO	-Inviter les travailleurs aux respects des us et coutumes du village ; -se référer à la chefferie en cas de problèmes - aider les villages impactés en réalisant des projets sociaux et économiques	Le cabinet Enval signifie que les recommandations et les doléances seront reportées dans le rapport, pour une prise en compte par le promoteur	Réalisation d'un Plan d'Action et de Réinstallation (PAR)
	Village ELOKATO	Dédommager les personnes impactées ; -aider les femmes dans la réalisation de projets	L'équipe du cabinet Enval reportera vos doléances et recommandations dans le rapport	Intégrer les recommandations faites par les parties prenantes dans le rapport
	TOURE Djamatigui /Préfecture de Grand-Bassam	Destruction des cultures -risques d'accident		
	SOUS PREFECTURE/	La différence entre la réunion de cadrage et	Le cabinet ENVAL a signifié que la	Définir les objectifs de l'EIES

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
GRAND-BASSAM/STRUCTURES	KOUAKOU Boni Michel	la réunion d'EIES	réunion d'EIES marquait le début officiel de l'étude. Elle est ouverte à un grand nombre de parties prenantes et le contenu de la présentation est plus étoffé et plus précis. Par contre, l'étude permet de circonscrire le projet dans un rayon d'impact qui sera défini au fur et à mesure les zones d'influence directs et indirects sont définies.	
	Direction Départemental des Eaux et Forêts de /Grand-Bassam	Possibilité de changement du tracé pendant l'exécution du projet	L'équipe du cabinet ENVAL a signifié que le tracé retenu parmi trois options précédemment	Restitution du rapport de l'EIES

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
			proposées est celui qui est moins le moins impactant sur l'environnement . En outre, certains ajustements pourraient être faits en fonctions des données qui seront collectées pendant les études environnementales et sociales	
	TANOH Kouamé Séraphin/Direction Départementale de la Construction et de l'urbanisme de Grand-Bassam	Destruction des zones agricoles	L'équipe d'Enval prendra en compte les avis, l'opinion publique ; -la prise en compte des mesures pour réduire les impacts financiers.	Proposer un Plan de Gestion environnemental et Social (PGES) et le Cadre de Gestion environnemental et Social (CGES).
	Monsieur GNONOGO Désiré Alala/La Direction	Renforcer la sensibilisation pour faciliter l'adhésion des	L'équipe du cabinet a tenu des consultations	Plan de mobilisation des Parties

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
	Régionale de l'Enseignement Nationale et de l'Alphabétisation (DRENA) de Grand-Bassam	populations et pour éviter d'éventuelles oppositions.	communautaires avec les populations ainsi que des consultations individuelles avec les structures techniques afin d'anticiper sur des éventuelles oppositions. Cela a été possible par le recueil des avis et préoccupations	Prenantes (PMPP)
	KRI NADEGE/Direction Départementale de l'Agriculture du Développement Rural et des Productions Vivrières de Grand-Bassam	S'assurer qu'il n'y est pas d'habitations à proximité du passage de la ligne ; -minimiser les dégâts sur l'environnement et de faire preuve de professionnalisme	L'équipe du cabinet rassure les parties prenantes sur les dispositions qui seront prises afin d'éviter ou de minimiser les impacts.	Proposition de mesures d'atténuation ou de mitigations pour les impacts négatifs et les mesures de bonification pour les impacts positifs.
	Village ONO SALCI	la destruction des plantations ;	Le cabinet ENVAL a rassuré les	Réaliser un Plan d'Action et

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
GRAND-BASSAM/COMMUNAUTES		-la destruction des maisons Indemniser les personnes impactées dans un bref délai ; -recruter les jeunes villages de ONO SALCI	populations que les personnes impactées par le projet seront dédommagées	Réinstallation (PAR)
	Village ASSE	la destruction des plantations ; -la destruction des maisons.	Le cabinet ENVAL a rassuré les populations que les personnes impactées par le projet seront dédommagées	Réaliser un Plan d'Action et Réinstallation (PAR)
	Village N'Djakro	Réaliser le dédommagement bien avant l'exécution des travaux ; -reprofilier les routes d'accès aux différents villages environnants de N'DJRAKRO ; -réaliser les infrastructures communautaires de bases	L'équipe du cabinet ENVAL a rassuré les populations sur les indemnisations se feront conformément aux dispositions légales en vigueur ; - les recommandations et les doléances seront prises en	Réaliser un Plan d'Action et Réinstallation (PAR)

Départements/Sous-Préfecture	Partie prenante (groupe ou individu)	Résumé des commentaires	Réponse de l'équipe de mise en œuvre du projet	Mesures de suivi/prochaines étapes
			compte dans le rapport.	

Annexe 2 : Exemple d'un tableau budgétaire PMPP

Catégories budgétaires	Quantité	Coûts unitaires	Heures/ Année	Coûts totaux FCFA	Remarques
1. Salaires estimés du personnel* et dépenses connexes					
1a. <i>E.g., Communications consultant</i>	1	400 000	Une fois	400 000	Effectué
1b. <i>E.g., Frais de déplacement du personnel</i>	8	30 000	Une fois	240.000	Effectué
1c. <i>E.g., Salaires estimés pour les agents de liaison communautaire</i>	2	500 000	Une fois	1.000.000	Effectué
2. Consultations/Planification participative, réunions de prise de décision					
2a. <i>E.g., Réunions de lancement de projet</i>	4	250 000 (Bingerville)	Une fois	1.375 000	Effectué
		380 000 (Grand-Bassam)			
		400 000 (Alépé)			
		705 000 (Aboisso)			
2b. <i>E.g., Organisation de groupes de discussion</i>	31	10 000	Lors des différentes rencontres avec les communautés	310.000	Effectué
3. Campagne de communication					
3a. <i>E.g., Affiches, dépliants</i>	100	200	Lors de la mobilisation des parties prenantes	20 000	Non exhaustif
3b. <i>E.g., Campagne sur les réseaux sociaux</i>	7	20 000	Par semaine	4.200 000	Non exhaustif
4. Formations					

4a. <i>E.g., Formation sur les questions sociales et environnementales pour le personnel de l'IPU et des entrepreneurs</i>	5	2 000 000	Une fois	10 000 000	Non exhaustif
4b. <i>E.g., Formation sur la violence basée sur le genre (VBG) pour le personnel de l'IPU et des sous-traitants</i>	3	2 000 000	Une fois	6 000 000	Non exhaustif
5. enquête auprès des bénéficiaires					
5a. <i>E.g., nquête de perception à mi-projet</i>	15	100.000	2 fois par mois	3.000 000	Non exhaustif
5b. <i>E.g., Enquête de perception de fin de projet</i>	15	100 000	2 fois par mois	1.500 000	Non exhaustif
6. Mécanisme de réclamation					
6a. <i>E.g., Formation des comités du MR</i>	31	300 000	Pendant 31 jours	9 300 000	Non-Exhaustive
6b. <i>E.g., Des boîtes à idées dans les villages</i>	31	20 000		620 000	
6c. <i>E.g., Documents de communication de RM</i>	31	2 500	Durant toute la durée de vie du projet	77 500	Non Exhaustive
6d. <i>E.g., nquêtes sur les plaintes/visites sur le terrain</i>	2	250. 000	2 fois par mois	500 000	Non Exhaustive
6e. <i>E.g., Système d'information RM (mise en place ou maintenance)</i>	2	250 000	2 fois par mois	500 000	Non Exhaustive
6f. <i>Autres coûts logistiques de RM</i>					
7. Autres dépenses	Carburant (70 000) ; Péage (3000)	73 000	Pendant les 3 semaines de terrain	73 000	Non Exhaustive
...					
BUDGET TOTAL D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES:				39 115 500	Non Exhaustive

* Remarque : Les coûts salariaux peuvent être indicatifs

Annexe 3 – L'exemple De Tableau : Le Suivi Et Le Rapport Sur Le PMPP

Les questions clés de l'évaluation	Les questions d'évaluation spécifiques	Les indicateurs potentiels	Les méthodes de collecte des données
<p>GM. Dans quelle mesure les parties affectées par le projet ont-elles bénéficié de moyens accessibles et inclusifs pour soulever des questions et des griefs ? L'agence de mise en œuvre a-t-elle répondu à ces griefs et les a-t-elle gérés ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les parties affectées par le projet soulèvent-elles des questions et des griefs ? • Avec quelle rapidité/efficacité les griefs sont-ils résolus ? 	<ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation du MR et/ou des mécanismes de retour d'information • Les demandes d'informations auprès des agences concernées ; • L'utilisation des boîtes à idées placées dans les villages/communautés de projet ; • Le nombre de griefs soulevés par les travailleurs, ventilés par sexe des travailleurs et par site de travail, résolus dans un délai déterminé ; • Le nombre de cas d'exploitation et d'abus sexuels/de harcèlement sexuel signalés dans les zones de projet, qui ont été orientés vers un soutien sanitaire, social, juridique et sécuritaire conformément au processus d'orientation mis en place. (le cas échéant) ; • Le nombre de griefs qui ont été (i) ouverts, (ii) 	<p>Les dossiers de l'agence de mise en œuvre et d'autres agences concernées.</p>

		<p>ouverts pendant plus de 30 jours, (iii) résolus, (iv) fermés, et (v) le nombre de réponses qui ont satisfait les plaignants, au cours de la période de référence, ventilés par catégorie de griefs, sexe, âge et lieu de résidence du plaignant.</p>	
<p>L'impact de la mobilisation des parties prenantes sur la conception et la mise en œuvre du projet.</p> <p>En quoi les activités de mobilisation ont-elles fait la différence dans la conception et la mise en œuvre du projet ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet a-t-il suscité de l'intérêt et du soutien ? • Des ajustements ont-ils été apportés lors de la conception et de la mise en œuvre du projet sur la base du retour d'information reçu ? • Les informations prioritaires ont-elles été communiquées aux parties concernées tout au long du cycle du projet ? 	<ul style="list-style-type: none"> • La participation active des parties prenantes aux activités ; • Le nombre d'actions prises en temps opportun en réponse aux commentaires reçus lors des sessions de consultation avec les parties affectées par le projet ; • Le nombre de réunions de consultation et de débats publics au cours desquels le retour d'information et les recommandations reçues sont pris en compte dans la conception et la mise en œuvre du projet • Le nombre de sessions de mobilisation désagrégées, organisées, axées sur les groupes à risque dans le cadre du projet. 	<p>Les feuilles de présence/procès-verbaux de la consultation des parties prenantes ;</p> <p>Les formulaires d'évaluation ;</p> <p>Les enquêtes structurées ;</p> <p>Les entrées dans les médias sociaux/traditionnels sur les résultats du projet.</p>

<p>L'efficacité de la mise en œuvre.</p> <p>Les activités d'engagement des parties prenantes ont-elles été efficaces dans la mise en œuvre ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités ont-elles été mises en œuvre comme prévu ? Pourquoi ou pourquoi pas ? • L'approche de de mobilisation des parties prenantes a-t-elle inclus les groupes désagrégés? Pourquoi ? 	<ul style="list-style-type: none"> • Le pourcentage d'activités du PMPP mises en œuvre ; • L'identification des principaux obstacles à la participation avec les représentants des parties prenantes ; • Le nombre d'ajustements apportés à l'approche de la mobilisation des parties prenantes afin d'améliorer la portée, l'inclusion et l'efficacité des projets. 	<p>La stratégie de communication (calendrier de consultation) ;</p> <p>Les discussions périodiques avec des groupes cibles ;</p> <p>Les réunions en face à face et/ou les discussions de groupe avec les groupes vulnérables ou leurs représentants.</p>
--	---	---	--

Annexe 4 – Les Exemples D'analyse Des Parties Prenantes

1 Les catégories de parties prenantes.	2 Les « enjeux » des parties prenantes : Les impacts/relations avec le projet.	3 Les intérêts des parties prenantes au projet :	4 L'importance des parties prenantes pour le processus de mobilisation :	5 Le type d'implication recommandé pour les parties prenantes :
Autorités Administratives	-Organisation des réunions de consultation ;	Pour	Importants.	<ul style="list-style-type: none"> • Être informé • Répondre aux demandes ; • Gérer les relations.
Structures Techniques	-Accompagnement -expertise	Pour	Importants.	<ul style="list-style-type: none"> • Être informé • Superviser • Répondre aux demandes • Consulter
Autorités villageoises	-pertes des terres villageoises	Pour	Prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • Être informé ; • Gérer les relations • Consulter
Personnes impactées par le Projet (PAPs)	-perte des cultures ; -pertes de lotissements	Pour	Prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • Consulter ; • Être informé
Entreprises locales dans zone du projet	Pertes des cultures	Pour	Prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> • Consulter ; • Être informé

400/330 kV Cote d'Ivoire – Ghana Interconnection Reinforcement project

Stakeholder Engagement Plan

August 2024

Ghana Grid Company

400/330 kV Cote d'Ivoire – Ghana Interconnection Reinforcement Project

Stakeholder Engagement Plan

October 2024

Ghana Grid Company

TABLE OF CONTENTS

<i>Paragraph</i>	<i>Subject</i>	<i>Page</i>
	TABLE OF CONTENTS	iii
	LIST OF FIGURES	v
	LIST OF TABLES	vi
	ACRONYMS	vii
	EXECUTIVE SUMMARY	viii
1	INTRODUCTION	10
1.1	Background	10
1.2	Project Development Objectives	10
1.3	Project Description/Components	11
1.4	Project Locations (Ghana).....	13
1.5	Objectives of The SEP	16
2	STAKEHOLDER IDENTIFICATION.....	17
2.1	Methodology	17
2.2	Stakeholder Identification	17
2.2.1	Affected Parties	17
2.2.2	Other Interested Parties	18
2.2.3	Disadvantaged/Vulnerable Individuals Or Groups	20
3	STAKEHOLDER ANALYSIS	21
3.1	Methodology	21
4	STAKEHOLDER ENGAGEMENT PROGRAM	24
4.1	Summary of Stakeholder Engagement Done During Project Preparation	24
4.2	Summary of Project Stakeholder Needs And Methods, Tools and Techniques for Stakeholder Engagement.....	28
4.3	Proposed Strategy to Incorporate the Views of Vulnerable Groups	30
4.4	Proposed Strategy for Information Disclosure	32
5	RESOURCES AND RESPONSIBILITIES FOR IMPLEMENTING STAKEHOLDER ENGAGEMENT	34
5.1	Implementation Arrangements	34
6	GRIEVANCE REDRESS MECHANISM(GRM).....	35
6.1	The Grievance Redress Mechanism Process	35
6.2	Scope of the GRM	35
6.3	Implementation Steps of the GRM	36

6.4 Gender-Based Violence and Sexual Exploitation and Abuse, Sexual Harassmen (GBV/SEA/SH) Grievances	39
7 MONITORING AND REPORTING	41
7.1 Summary of How the SEP Will Be Monitored and Reported Upon	41
7.2 Reporting Back to Stakeholder Groups.....	42
8 ANNEXES	45

LIST OF FIGURES

Figure 1: Aerial view of Bingerville substation, looking south (campaign Dec. 2023) 11

Figure 2: Access to the proposed Dunkwa II Substation 12

Figure 3: Access to the proposed Dunkwa II Substation 12

Figure 4: Administrative map of study area 13

Figure 5: Project location within the high tension electricity network in SW Ghana 14

LIST OF TABLES

Table 1: Ghana-Cote d' Ivoire Interconnection Reinforcement Project: List of Project Affected Parties .	18
Table 2: Other Stakeholders	19
Table 3: Vulnerable Groups/Persons	20
Table 4: The Role of Stakeholders, Interest and Influence	22
Table 5: List of Meetings with stakeholders	25
Table 6: Key issues raised by the stakeholders during the initial consultation	27
Table 7: Tentative Plan for Stakeholder Consultation	28
Table 8: Information Disclosure and Consultation Plan	32
Table 9: Steps in Project-Specific Grievance Handling Processes	36
Table 10: Budget for SEP implementation phase.....	43

ACRONYMS

CEO	Chief Executive
CI-ENERGIES	Cote d'Ivoire Energies
CLO	Community Liaison Officers
CSO	Civil Society Organisations
DOWVSU	Domestic Violence and Victims Support Unit (of the Ghana Police Service)
EPA	Environmental Protection Agency
ESF	Environmental and Social Framework
ESS	Environmental and Social Standards
GRIDCo	Ghana Grid Company LTD.
EA	Environmental Assessment
EIA	Environment Impact Assessment
ESIA	Environmental and Social Impact Assessment
ESAP	Environment and Social Action Plans
ESIA	Environment and Social Impact Assessment
ESMC	Environment and Social Management Committee
EU	European Union
GBV	Gender-Based Violence
GRM	Grievance Redress Mechanism
HR	Human Resources
IAs	Implementing Agencies
NGO	Non-governmental Organisation
PAP	Project-Affected Parties
PIU	Project Implementation Unit
PMU	Project Management Unit
SEA	Sexual Exploitation and Abuse
SH	Sexual Harassment
SEP	Stakeholder Engagement Plan
SP	Studio Pietrangeli
WAPP	West African Power Pool
WB	World Bank
WWF	World Wide Fund For Nature

EXECUTIVE SUMMARY

The objective of this SEP is to define a program for stakeholder engagement, including public information disclosure and consultation throughout the entire project cycle. "Stakeholder" refers to individuals or groups who are (a) affected or likely to be affected by the project (project-affected parties); and (b) may have an interest in the project (other interested parties).

The SEP outlines the ways in which the GRIDCo, CI-ENERGIES and WAPP will communicate with stakeholders and includes a mechanism by which Project-Affected Parties (PAPs) and interested parties can raise concerns, provide feedback, or make complaints about the project and any activities related to the project. The SEP specifically emphasizes methods to engage groups considered most vulnerable and that are at risk of being left out of project benefits.

Stakeholder engagement will be planned for and carried out by the promoter, without discrimination, taking into account differences in risk exposure and the increased sensitivity and reduced resilience of vulnerable groups in line with principles of World Bank's Environment and Social Standard 10.

The WAPP Secretariat, CI-ENERGIES and GRIDCo intend to undertake the construction of this high voltage transmission line from Bingerville (Côte d'Ivoire) to Dunkwa-on-Ofin (Ghana) with 2 associated high voltage substations. The GHANA - CÔTE D'IVOIRE Interconnection Reinforcement Project's main actions are:

- The construction of approximately 245 km of high voltage transmission line in Côte d'Ivoire (125 km) and Ghana (120 km),
- The extension of the existing 400/330/225/90kV Bingerville substation (Côte d'Ivoire),
- The construction of a new 330/161 kV substation Dunkwa 2, South-West of Dunkwa-on-Ofin (Central Region, Ghana).

This SEP covers only the Ghana side. On the Ghanaian side, the relevant stakeholders under this project are the Wassa Amenfi Traditional Council, Upper Denkyira East, Wassa Amenfi West, Wassa Amenfi East, Aowin Municipal Assembly and Wassa Amenfi Central District Assembly, and its affiliate agencies as well as 14 affected communities.

The consultations with these stakeholders particularly the affected communities would help select an optimal line route to avoid environmentally sensitive areas such as shrines, sacred groves cemeteries, forest reserves, and the area reserved for national projects. It will also create awareness of the project amongst the communities and raised the acceptance level of the proposed project.

Within the Project, the vulnerable or disadvantaged groups may include but are not limited to widows, elders, orphans, persons with chronic diseases, people with disabilities and other.

Chapter 6 presents a summary of stakeholder engagements conducted till date: engagement approaches, stakeholder inputs to the project design and implementation, highlight key concerns raised by the

stakeholders and how these concerns are to be addressed in the project design and implementation arrangements.

In order to facilitate resolutions that are mutually agreeable by the parties within a reasonable timeframe, GRIDCo will, as required, establish a grievance redress mechanism for the project. This procedure will allow institutions, communities, and individuals affected by project activities to formally communicate their specific concerns and grievances. Anyone may use the grievance procedure without worrying about or fearing reprisals.

The GM will be disclosed to the stakeholders through written and verbal communication. The mediums to be used for this purpose are staff meetings, written communication, one-to-one meetings, public meetings and group discussions. Each grievance thus received, shall be recorded in a grievance register.

Based on the understanding thus developed, a suitable resolution to the issue shall be identified. This could involve provision of information to clarify the situation, undertaking measures to remedy actual problems or compensate for any damage that has been caused either by financial compensation or compensation in-kind, and introduction of mitigation measures to prevent recurrence of the problem in the future.

Consultations with local women's groups, groups that advocate for children and adolescent rights, women's leaders, and other stakeholders can help to understand the local gender and GBV dynamics within which the project will be implemented.

In terms of monitoring, GRIDCO will arrange for all necessary provisions to assure stakeholder engagement during the monitoring phase. The PIUs will compile a report summarizing SEP results on an annual basis. This report will provide a summary of all public consultation issues, grievances, informal meetings held at community level. These evaluation reports should be submitted to World Bank. GRIDCO will be the responsible for implementation of the project, including overall coordination, results monitoring and communicating with WB. Based on the needs of the SEP, the stakeholder engagement budget will cover the most suitable activities among the following: staffing, travel, development of communication strategy, beneficiary survey, media coverage expenditures, printed outreach materials, etc. An indicative Budget for SEP in the implementation Project phase is USD 100,500.00 as described in Chapter 7.

The SEP is a living document so it should be reviewed and updated periodically, in line with new activities, any changes in the Project design and newly identified stakeholders.

1 INTRODUCTION

1.1 Background

The 400/330kV WAPP Ghana-Côte d'Ivoire Interconnection Reinforcement Project is a key infrastructure initiative designed to enhance Ghana's power grid capacity and meet the growing energy demands of West African consumers. This project aligns with the broader objective of establishing a regional electricity market within the West African Power Pool (WAPP), enabling ECOWAS member states to access affordable and reliable energy supplies through the development of strategic infrastructure.

WAPP, headquartered in Cotonou, Benin, has successfully completed several interconnection projects in Ghana, including:

- The 330kV Volta (Ghana) – Mome Hagou (Togo) – Sakete (Benin) transmission project,
- The 330kV Aboadze (Ghana) – Volta (Ghana) transmission project,
- The 225kV Bolgatanga (Ghana) – Ouagadougou (Burkina Faso) transmission project.

WAPP has also initiated pre-investment studies for future interconnection projects, which include:

- The 400kV/330kV Côte d'Ivoire-Ghana Interconnection Reinforcement Project,
- The 330kV Nigeria-Benin-Togo-Ghana-Côte d'Ivoire Double Circuit Median Interconnection Project,
- The Dunkwa (Ghana) – Bobo Dioulasso (Burkina Faso) – Sikasso (Mali) – Bamako (Mali) Transmission Project.

In collaboration with GRIDCo (Ghana) and CI-ENERGIES (Côte d'Ivoire), the WAPP Secretariat has engaged STUDIO PIETRANGELI (SP), an international consulting firm, to update assessments for the Côte d'Ivoire-Ghana Interconnection Reinforcement Project. These updates, originally prepared by ANTEA GROUP in 2015, include:

- An updated line route study with new maps, plans, and profile drawings,
- A revised Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) and Environmental and Social Management Plan,
- An updated Resettlement Action Plan (RAP).

These efforts are part of WAPP's long-term strategy to ensure efficient power exchange between Ghana, Côte d'Ivoire, and other ECOWAS member states, ultimately supporting regional development and energy security.

1.2 Project Development Objectives

The 400/330kV Côte d'Ivoire-Ghana Interconnection Reinforcement Project falls under the Revised ECOWAS Master Plan of 2004, which identifies key priority projects essential for ensuring the stable integration of electricity networks in the ECOWAS region. A primary focus of this plan is the development of the WAPP Coastal

Transmission Backbone (CTB), a 330kV transmission link connecting Akoupé-Zeudji (Côte d'Ivoire) to Ikeja West (Nigeria) via key points in Ghana, Togo, and Benin.

The project aims to:

- Establish a stable and robust transmission network to enhance power exchanges and trading among West African nations, including Ghana, Côte d'Ivoire, Togo, and Benin.
- Meet industrial power demand in West Africa by increasing grid capacity, ensuring efficient power supply across the sub-region.

In Ghana, GRIDCo will be responsible for constructing, operating, and maintaining approximately 120 km of high-voltage 400/330kV transmission lines, extending from Bingerville (Côte d'Ivoire) to Dunkwa-on-Offin (Ghana). The project is being implemented under the World Bank's Environmental and Social Framework (ESF), which outlines 10 Environmental and Social Standards (ESSs) to ensure sustainable development throughout the project life cycle. The Ghana - Côte d'Ivoire Interconnection Reinforcement Project will particularly ensure smoother energy exchanges among participating countries while supporting broader regional economic integration and growth.

1.3 Project Description/Components

The Ghana-Côte d'Ivoire Interconnection Reinforcement Project will develop across the two countries, Ghana and Côte d'Ivoire. The project involves the construction of a high-voltage transmission line extending approximately 245 km, with 120 km in Côte d'Ivoire and 125 km in Ghana.



Figure 1: Aerial view of Bingerville substation, looking south (campaign Dec. 2023)

The transmission line in Côte d'Ivoire will span 120km, starting from the Bingerville substation and extending to the border with Ghana. The line will be constructed along a 40-meter corridor that crosses several departments

and communities over the 120 km route. Bingerville Substation Extension: The project will extend the existing 400/330/225/90kV Bingerville substation, allowing for better energy flow and enhancing electricity distribution.

The Ghanaian segment of the project involves the construction of a 330 kV transmission line covering 125 km from Bibianiha near Dunkwa-on-Offin to a point near Omanpe at the Côte d'Ivoire border. The project will also include the construction of a new 330/161 kV Dunkwa 2 substation near Dunkwa-on-Offin.

Dunkwa 2 Substation: The Dunkwa 2 substation will be located in Denkyira East, Central Region, Ghana, within a rural, uncultivated valley at an elevation of about 150 meters above sea level. The substation will occupy a 16-hectare plot (400m x 400m) with easy access to secondary roads and minimal environmental constraints like swamps or flood-prone areas.



Figure 2: Access to the proposed Dunkwa II Substation

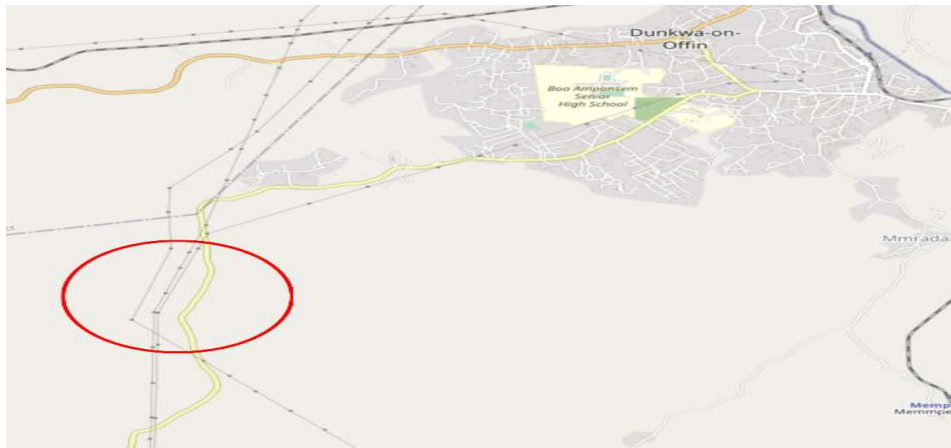


Figure 3: Access to the proposed Dunkwa II Substation

Transmission Line Components: Steel transmission towers, about 40 meters high, will be installed along the route. The towers will be spaced approximately 400 meters apart, with an 8-8.5meter clearance above the ground

and roads. Additionally, the line will be fitted with Optic Fibre Ground Wire (**OPGW**) for power system protection, control, and communication.

1.4 Project Locations (Ghana)

In Ghana, the project will pass through five districts across the Western North, Central, and Western Regions:

- Aowin Municipal Assembly (Western-North Region),
- Wassa Amenfi West Municipal Assembly (Western Region),
- Wassa Amenfi Central District Assembly (Western Region),
- Wassa Amenfi East Municipal Assembly (Western Region),
- Upper Denkyira East Municipal Assembly (Central Region).

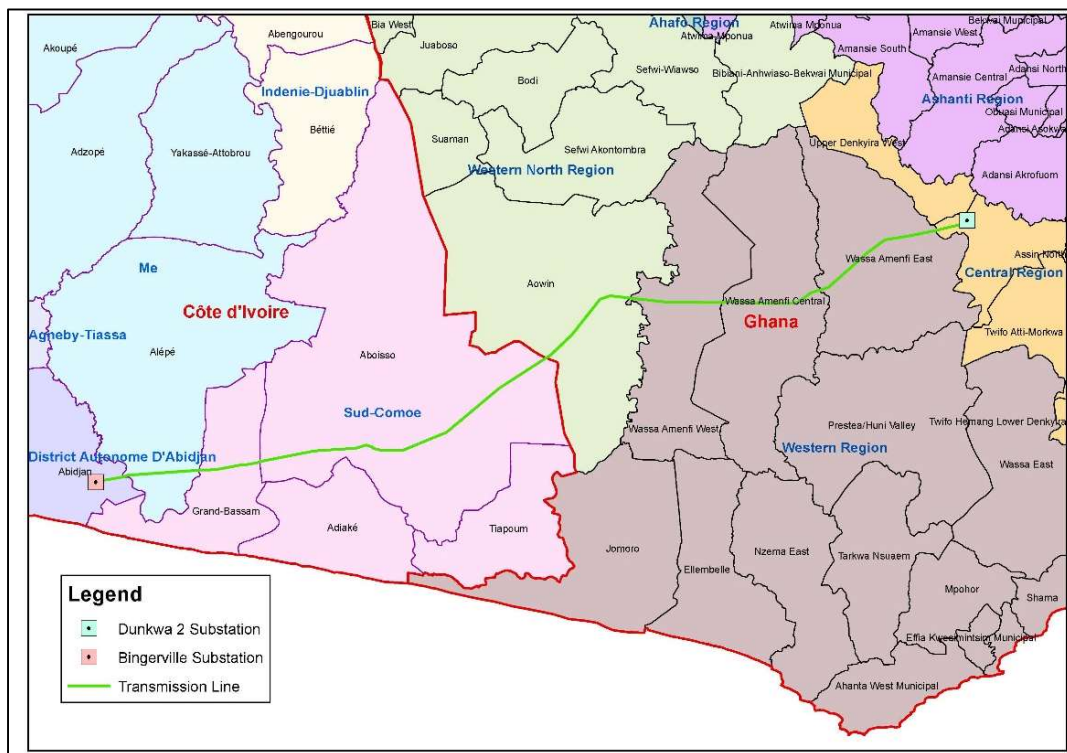


Figure 4: Administrative map of study area

The area is characterized by non-protected forests, small-scale farming in the High Forest Zone of Ghana. It is a region of high agricultural activity, producing crops like cocoa, palm nut, and rubber. However, the region is also known for illegal mining activities ("Galamsey"), which have caused contamination of several rivers, including the Tano, Boin, Offin, and Samre. The zone's rich biodiversity includes forest reserves and various animal species such as antelopes, monkeys, and birds.

The project will affect 14 communities whose properties (crops, lands, and structures) and livelihoods could be impacted by the construction and operations of the transmission line.

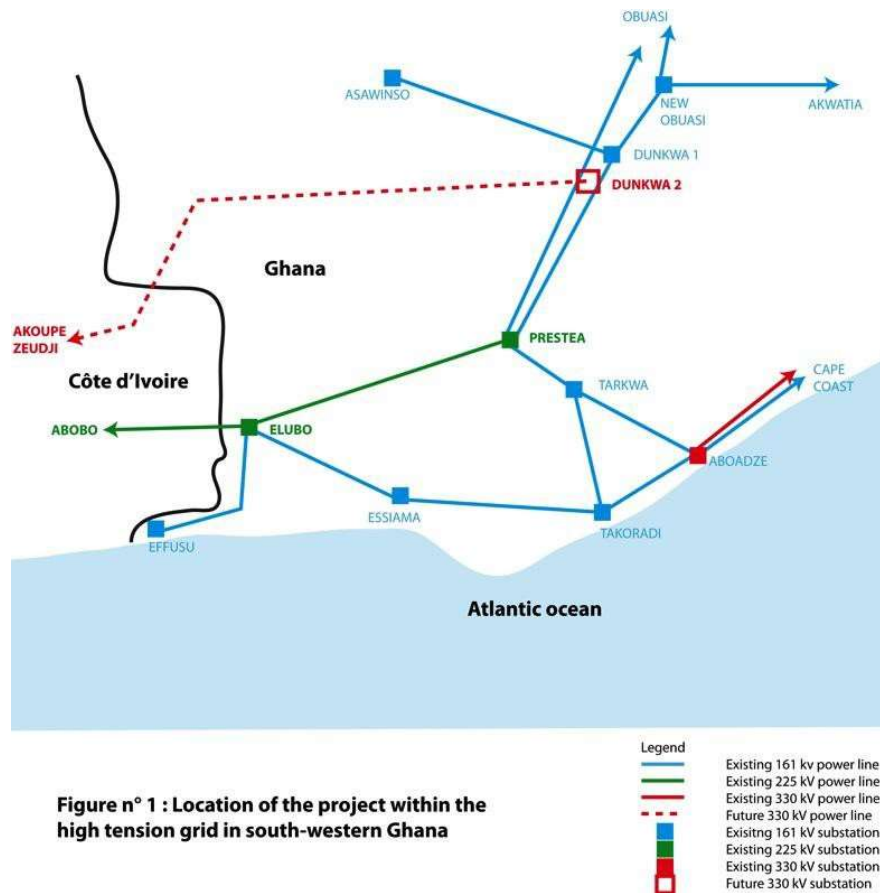


Figure 5: Project location within the high-tension electricity network in SW Ghana

Legal Context

The WAPP Ghana-Côte d'Ivoire Interconnection Reinforcement Project is being prepared under the World Bank's Environmental and Social Framework (ESF). The project adheres to World Bank ESS10, which focuses on Stakeholder Engagement and Information Disclosure, as well as relevant national laws in Ghana including:

Environmental Protection Agency Act, 1994 (Act 490): The Environmental Protection Agency Act establishes the Environmental Protection Agency (EPA), which is responsible for ensuring that all development projects in Ghana adhere to environmental protection and management standards. In relation to the Ghana-Côte d'Ivoire Interconnection Reinforcement Project, the EPA will play a critical role in assessing and approving the project's Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) to ensure the project minimizes environmental risks, such as deforestation, pollution, and habitat destruction. The Act mandates that the project complies with environmental regulations to protect ecosystems and human health during construction and operation.

Land Use and Spatial Planning Act, 2016 (Act 925): This law governs land use planning and ensures that developments are aligned with spatial plans that promote sustainable land use and orderly development. For the transmission line project, this Act requires that the project align with regional and local land use plans, ensuring that the construction of the transmission line and substation does not interfere with designated land uses, such

as agricultural or residential areas. Additionally, it ensures that land acquisition for the project follows proper spatial planning and zoning regulations to prevent land use conflicts.

Ghana National Environmental Policy: The Ghana National Environmental Policy provides a framework for ensuring sustainable development by balancing environmental conservation with economic growth. In relation to this project, the policy promotes the conservation of natural resources, biodiversity, and the sustainable use of land, which is crucial given the project's route through forest reserves and agricultural lands. The policy requires that the project integrate environmental considerations, such as pollution prevention and biodiversity conservation, into its design and operation, minimizing the project's ecological footprint.

Labour Act, 2003 (Act 651): The Labour Act regulates the rights and responsibilities of employers and workers, including conditions of employment, wages, occupational health, and safety standards. For the transmission line project, this Act ensures that workers engaged in construction and maintenance are provided with safe working conditions, fair compensation, and protection against exploitation. The project must also comply with gender equality and non-discrimination clauses, providing fair opportunities for employment to both men and women. This is essential, especially in labor-intensive activities like construction and maintenance.

National Energy Policy of Ghana: The National Energy Policy aims to ensure a reliable, sustainable, and affordable energy supply to meet Ghana's economic growth and development needs. This transmission project aligns directly with the policy's objectives by increasing the transmission capacity and reliability of the national grid. It facilitates cross-border energy exchange between Ghana and Côte d'Ivoire, enhancing regional energy security. The project supports the expansion of renewable energy and efforts to increase energy access, particularly in under-served areas, as outlined in the policy.

The project adheres to ten specific ESSs, including: ESS 1: Assessment of environmental and social risks, ESS 2: Labor conditions, ESS 3: Resource efficiency and pollution control, ESS 4: Community health and safety, ESS 5: Land acquisition and resettlement, ESS 6: Biodiversity conservation, ESS 7: Indigenous people and local communities, ESS 8: Cultural heritage preservation, ESS 9: Financial intermediaries, and ESS 10: Stakeholder engagement and information disclosure.

The Stakeholder Engagement Plan (SEP) specifically addresses ESS 10, emphasizing the importance of early, open, and transparent engagement between project stakeholders and borrowers. It outlines how stakeholders, including those affected by the project and those with an interest in it, will be consulted throughout the project lifecycle to ensure their concerns are addressed and integrated into project design. The frequency and scope of this engagement will depend on the project's scale and potential risks.

ESS10 under the World Bank ESF recognizes the importance of open and transparent engagement between the implementing team and project stakeholders as an essential element of good international practice. Effective stakeholder engagement can improve the environmental and social sustainability of projects, enhance project acceptance, and make a significant contribution to successful project design and implementation.

The World Bank requirements under ESS10 borrowers to engage with stakeholders throughout the project life cycle, commencing such engagement as early as possible in the project development process and in a timeframe

that enables meaningful consultations with stakeholders on throughout the project cycle. The project is also required to provide stakeholders with timely, relevant, understandable, and accessible information, and consult with them in a culturally appropriate manner, which is free of manipulation, interference, coercion, discrimination, and intimidation.

For the implementation of the WAPP Ghana–Cote d' Ivoire Interconnection Reinforcement project, the WAPP and GRIDCo are mandated to develop and regularly monitoring and update a Stakeholder Engagement and Information Disclosure.

1.5 Objectives of The SEP

The objective of this SEP is to define a program for stakeholder engagement, including public information disclosure and consultation under the Ghana – Cote d'Ivoire Interconnection Project. The SEP outlines the ways in which GRIDCo and WAPP will communicate with project stakeholders and provides a mechanism by which Project-Affected Parties (PAPs) and interested parties can raise concerns, provide feedback, or make complaints about the project and any activities related to the project. The SEP also defines appropriate methods to engage vulnerable groups and individuals that are at risk of being left out of project consultations and the enjoyment of project benefits.

The Stakeholder Engagement Plan (SEP) aims to fulfill the requirements of ESS10 under the World Bank's Environmental and Social Framework (ESF). Its objectives include:

- Facilitating open and transparent engagement with all stakeholders, including project-affected parties and other interested groups.
- Ensuring that stakeholders are informed and consulted throughout the project lifecycle, with timely and meaningful consultations that promote participation in decision-making processes.
- Addressing stakeholders' concerns and ensuring that their inputs are integrated into the project design and implementation, mitigating risks and enhancing project outcomes.

The Ghana-Côte d'Ivoire Interconnection Reinforcement Project is being developed under the World Bank's Environmental and Social Framework (ESF), which outlines the World Bank's commitment to sustainable development. This framework includes a set of Environmental and Social Standards (ESSs) designed to support projects in addressing environmental and social challenges, with the ultimate goal of reducing poverty and promoting shared prosperity.

2 STAKEHOLDER IDENTIFICATION

2.1 Methodology

The SEP was prepared in January 2024 and the methods used for the preparation of the SEP include the following steps:

- i. Review of relevant documents related to the WAPP Ghana-Cote D'ivoire Interconnection Reinforcement Project: The main documents reviewed included the draft PAD; existing SEP for recent bank projects such as the Enable Access to Benefits while Lowering Carbon Emissions (EnAble) Project in Ghana.
- ii. Interviews with individuals and key stakeholder groups relevant to the project: Key individuals and stakeholders who have been identified to play roles during project implementation or have interest in project activities were interviewed (see details attached in annex 1)
- iii. Compilation the information gathered into the draft SEP
- iv. Review of the draft SEP by the Client and Bank
- v. Revise SEP based on comments and inputs from Client and the Bank.

2.2 Stakeholder Identification

For the WAPP Ghana-Cote d' Ivoire Interconnection Reinforcement, the following stakeholders have been identified and analyzed per project component. These stakeholders include affected parties (as defined in section 3.2), other interested parties (as defined in section 3.3) and disadvantaged/vulnerable individuals or groups (as defined in section 3.4).

2.2.1 Affected Parties

These are persons, groups and other entities within the Project Area of Influence (PAI) that are directly influenced (actually or potentially) by the project and/or have been identified as most susceptible to change associated with the project, and who need to be closely engaged in identifying impacts and their significance, as well as in decision-making on mitigation and management of their present conditions. in Table 4. Annex 6 shows list of affected communities and their representatives.

During the construction and operational phase of the project, project affected parties may be directly impacted. They may suffer from adverse impacts such as increased level of dust and noise levels, vibration, loss of assets such as lands, structures, crops, and income due to land take for project activities. Other potential negative risks/impacts may include risks related to traffic and road safety, child labour, sexual exploitation and abuse (SEA), sexual harassment (SH), violence against children (VAC) due to the influx of labour mobilized to serve project construction. Affected parties include local communities, community members and other parties that may be subject to direct positive and negative impacts of the Project. They need to be closely engaged in identifying impacts and their significance, as well as in decision-making on mitigation and management measures under the project. Direct project beneficiaries are also considered as Affected Persons.

Table 1 presents the list of project Affected Persons at the Ghana side of the Ghana-Cote d' Ivoire Interconnection Reinforcement Project.

Table 1: List of Project Affected Parties

Key Stakeholder	Typical Members	Typical Stakes
PAPs	<ul style="list-style-type: none"> - Landowners whose land fall within the project Right-of-Way and substation site - People who own or live in structures within the Project Right-of- Way - Persons whose assets and livelihoods fall within the project Right-of-Way and sub station site - Traditional Authorities and owners of cultural resources within the project Right-of-Way - Vulnerable groups/persons within the project Right-of-Way and corridor, including children, older people and people with disabilities, those living in hard-to-reach areas, especially, near the border - Peoples whose lands and assets fall with the project Right-of-Way - residents of project-affected communities - The project developer (GRIDCo) - The project initiator (WAPP) 	<ul style="list-style-type: none"> - Land fragmentation (communal or individual) - Loss of assets and/or livelihoods - Physical displacement - Loss of Cultural heritage resources - Natural resource access and use - Culture and lifestyle

2.2.2 Other Interested Parties

The projects' stakeholders also include parties other than those directly affected. These category or group referred to as other interest parties, may not experience direct impacts from the Project, but they consider or perceive their interests as being affected by the project and/or are likely affect the project outcome and the process of its implementation in some way (see Table 2).

Table 2: Other Stakeholders

Other Interested Parties	Stake in the Project
<p>Government – National</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ministry of Environment, Science, Technology and Innovation. • Environmental Protection Agency • Minerals Commission • The Ministry of Energy • Ministry of Trade and Industry • Ministry of Roads and Highways • Ministry of Finance • Forestry Commission (FC) • Forestry Commission • Ministry of Agriculture • Ghana Rubber Estates • Ghana Museums and Monuments Authority • Land Use and Spatial Planning Authority (LUSPA) • Lands Commission 	<p>National authority, individuals of primary importance to the project with permitting and oversight requirements that must be met by the Project</p>
<p>Government – Provincial</p> <ul style="list-style-type: none"> • Western Regional Coordinating Council (Regional Minister, Regional Coordinating Director, Regional Planning Officer) • Central Regional Coordinating Council (Regional Minister, Regional Coordinating Director, Regional Planning Officer) • Aowin Municipal Assembly (Chief Executive, District Coordinating Director and Planning Officer) • Wassa Amenfi West Municipal Assembly (Chief Executive, District Coordinating Director and Planning Officer) • Wassa Amenfi Central District Assembly (Chief Executive, District Coordinating Director and Planning Officer) • Wassa Amenfi East Municipal Assembly (Chief Executive, District Coordinating Director and Planning Officer) • Upper Denkyira East Municipal Assembly (Chief Executive, District Coordinating Director and Planning Officer) • Domestic Violence and Victims Support Unit (DOVVSU) of the Ghana Police 	<p>Provincial and local government authority, individuals of primary importance to the Project with permitting requirements that must be met by the project</p>

Other Interested Parties	Stake in the Project
<p>Legitimate representative of Project-Affected Persons/Communities</p> <ul style="list-style-type: none"> • Community-based organisations (CBOs) • Non-governmental organisations (NGOs) • National/local associations • Elected representatives e.g. Assembly men/women of corridor communities • Traditional Authorities within the project corridor 	<p>Rights and wellbeing of interested individuals and communities Good social relations in the project area and beyond Reputation and sustainability</p>
<p>Private sector</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consultants' • Contractors/Subcontractors • Suppliers 	<p>Employment opportunities and delivery of infrastructure and services</p>

2.2.3 Disadvantaged/Vulnerable Individuals Or Groups

Disadvantaged or vulnerable persons/ groups are those that may be disproportionately impacted adversely or further disadvantaged by the project(s) as compared with any other groups due to their vulnerable status, and that may require special engagement efforts to ensure their equal representation in the consultation and decision-making process associated with the project. It is particularly important to ensure that awareness raising and stakeholder engagement with disadvantaged or vulnerable individuals. Vulnerability, gender, age, health condition, literacy level, economic deficiency and financial insecurity, ethnicity (e.g., minorities or fringe groups), dependence on other individuals or natural resources, etc. Engagement with the vulnerable groups and individuals often require the application of specific measures and assistance aimed at the facilitation of their participation in the project related decision making so that their awareness of and input to the overall process are commensurate to those of the other stakeholders. Vulnerable groups within the communities affected by the project will be further confirmed and consulted through dedicated means, as appropriate. Description of the methods of engagement that will be undertaken by the project is provided in the following sections. Within the Project, the vulnerable or disadvantaged groups may include but are not limited to those listed in Table 3.

Table 3: Vulnerable Groups/Persons

Components	Project Affected Persons
<p>Component 1: Ghana - Cote d' Ivoire Interconnection Transmission Line</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Widows and Single mothers • Aged • Physically Challenged • Orphans • People living with chronic diseases • People living with disabilities

3 STAKEHOLDER ANALYSIS

3.1 Methodology

For the 400/330kV WAPP GHANA - CÔTE D'IVOIRE Interconnection Reinforcement Project, the stakeholders described below have been identified and analysed per project component. The process of identifying stakeholders is essential to choose the best Project alternative. Communities whose properties (crops, lands, and structures) and livelihood would be adversely affected by the project implementation would be considered key stakeholders and consultation must be planned with these communities. English and in some cases local languages with the help of interpreters from the local communities could be necessary during the engagement of the stakeholders.

At the end of each consultation especially in the affected communities the names, group photographs, and directions to the nearest villages will be solicited from the consulted community.

All stakeholders are allowed to ask questions for clarification or suggestions to better shape the decision-making process on the project design and implementation.

One of the key issues during the listing of the stakeholders, is to ensure that all the relevant subjects, including commonly marginalized groups on account of gender, age, health status, poverty, educational profile or other elements of social vulnerability, are properly discussed.

The categorization of stakeholders sticks with the definition of stakeholders which is individual or group of people who are directly or indirectly, positively or negatively, impacted by the Project.

These stakeholders include affected parties (as defined in section 2), other interested parties (as defined in section 2) and disadvantaged/vulnerable individuals or groups (as defined in section **Error! Reference source not found.e**

3.2 Stakeholder Analyses

Analysis of the key stakeholders identified their interest and level of influence on the project activities will help in shaping the design of stakeholder consultation activities by specifying the role(s) of each stakeholder group thereby helping in determining which stakeholders to engage, when, where and on what issues. The process may be reviewed, and changes effected as other interest groups are identified at any stage of project implementation. As presented in Table 6 , stakeholder analysis determines the likely relationship between stakeholders and the Project and helps to identify the appropriate consultation methods for each stakeholder group during the life of the project.

In general, engagement is directly proportional to impact and influence, and as the extent of impact of a project on a stakeholder group increases, or the extent of influence of a particular stakeholder on a project increases, engagement with that stakeholder group should intensify and deepen in terms of the frequency and the intensity of the engagement method used. All engagement should proceed on the basis of what are culturally acceptable and appropriate methods for each of the different stakeholder groups. For example, when consulting government officials, formal presentations are the preferred consultation method, while communities prefer public meetings,

and informal focus group discussions facilitated by posters, non-technical pamphlets and other visual presentation aids including models and videos. Table 4 presents the stakeholder interests and influence ratings as per the stakeholder analyses.

Table 4: The Role of Stakeholders, Interest and Influence

Stakeholder Group	Role in Project	Interest (Description)	Interest (Rating)	Influence (Rating)
Affected Parties:				
1. Local communities	<ul style="list-style-type: none"> Provide feedback on project impacts 	Concerned about project impact on livelihood	High	Medium
2. PAPs e.g. Farmers and landowners, miners within the project Right-of-Way	<ul style="list-style-type: none"> Relinquishing their land and properties/assets 	Resettlement	High	Low
3. West Africa Power Pool	<ul style="list-style-type: none"> Overall project oversight, responsible for linkages between GRIDCo (Ghana) and CI Energies (Cote d'Ivoire). Leading the planning and execution of the project 	Successful project implementation and energy flow between Ghana and Cote d'Ivoire for sub regional energy systems integration and trade	High	High
Other Interested Parties				
1. NGOs and CSOs (Environmental and social groups) operating in the project regions	Advocate for sustainable practices and social protection	Focuses on environmental and social protection issues	Moderate	Moderate
2. Media	<ul style="list-style-type: none"> Share information with the public 	Report on project developments and public impact	Low	Moderate
3. Traditional Authorities	<ul style="list-style-type: none"> Ensure alignment with local customs 	Preserve cultural heritage and community interest	High	High
4. Government Agencies (District Assembly, Forestry Commission, EPA, Lands Commission, Ministry of Energy etc)	<ul style="list-style-type: none"> Approve permits and monitor compliance 	Ensure regulatory compliance	Moderate	High
5. Contractors'/Subcontractors/Consultants	<ul style="list-style-type: none"> Execute construction and technical designs Responding to grievances and complaints 	Implement technical aspects of the project Employment and income	High	Moderate

6. Representative of Project Communities/PAPs	<ul style="list-style-type: none">• Advocacy and social protection• Community Sensitization and Grievance Redress Mechanisms	Social accountability	Moderate	Low
---	---	-----------------------	----------	-----

4 STAKEHOLDER ENGAGEMENT PROGRAM

4.1 Summary of Stakeholder Engagement Done During Project Preparation

Stakeholder engagement has the specific purpose of working across stakeholders, organisations, and communities of interest to shape the decisions or actions of the members of the community, stakeholders, or organisations in relation to a problem, opportunity or outcome.

The process of stakeholder engagement will involve the following, as set out in further detail in ESS 10: (i) stakeholder identification and analysis:

- i. planning how the engagement with stakeholders will take place
- ii. disclosure of information
- iii. consultation with stakeholders
- iv. addressing and responding to grievances and
- v. reporting to stakeholders.

The overall goal for stakeholder engagement are as follows:

- i. Identifying and categorising stakeholders based on their degree of influence on the decision-making process and the degree to which they are directly impacted by the results:
- ii. Listening to the needs and concerns of all stakeholder
- iii. Providing the information that stakeholders need to understand the options and that decision makers need to make informed decision.
- iv. Consulting with decision makers to determine options for addressing stakeholders needs and considering and easing their concerns, and
- v. Engaging or partnering with stakeholders in the decision-making process.

There has been high level engagement between the World Bank, WAPP, GRIDCo (Ghana) and CI Energies of Cote d'Ivoire to define the scope of the project and discuss institutional arrangements and implementation and environmental and social risks and mitigation measures (see Annex 6 for minutes of one such meeting held in Elubo, Ghana on 26th July, 2024. These engagements carried out under auspices of the West Affrica Power Pool (WAPP) will be continued throughout construction and operational phase.

First-round local consultations have been carried out with relevant stakeholders such as the Wassa Amenfi Traditional Council, Upper Denkyira East District Assembly, Wassa Amenfi West District Assembly, Wassa Amenfi East District Assembly, Aowin Municipal Assembly and Wassa Amenfi Central District Assembly. Consultations were also held with some affected communities and other stakeholder institutions like Forestry Commission and Land Use and Spatial Planning Authority units at the Assembly level to integrate their concerns in the selection of optimal line route avoiding environmentally sensitive areas such as shrines, sacred groves cemeteries, forest reserves, and the areas reserved for national projects. It also created awareness of the project amongst the communities and raised the acceptance level of the proposed project. The Table 5 shows list of stakeholder engagement meeting held and Table 6 presents the key issues raised during the meetings.

Table 5: Meeting with Stakeholders-Project Preparation Phase

Stakeholder	Venue	Participants of the Meeting	Key Issues Discussed
Wassa Amenfi Traditional Council	Chief Palace at Wassa Akropong	Chief and key Elders	<ul style="list-style-type: none"> - Project scope and description - Project objectives - Negative and positive impacts of the project - Pre-investment activities - Optimization of selected line route by their comments - ESIA for permit - RAP for compensation for PAPs. - Grievance redress mechanism and procedures - Grievance redress mechanism and procedures for the project.
Upper Denkyira East District Assembly	District Assembly office at Dunkwa	District Executive, Planning officer, Co-ordinating Director	<ul style="list-style-type: none"> - Project scope and description - Project objectives - Negative and positive impacts of the project - Pre-investment activities - Optimization of selected line route by their comments - ESIA for permit - RAP for compensation for PAPs. - Grievance redress mechanism and procedures for the project
Wassa Amenfi West District Assembly,	District Assembly office at Asankragua	District Chief Executive, Planning officer, District Co-ordinating Director, and four (4) other officers of the Assembly	<ul style="list-style-type: none"> - Project scope and description - Project objectives - Negative and positive impacts of the project - Pre-investment activities - Optimization of selected line route by their comments - ESIA for permit - RAP for compensation for PAPs - Compensation Eligibility and entitlement. - Grievance redress mechanism and procedures for the project
Wassa Amenfi East District Assembly	District Assembly office at Wassa Akropong	Planning officer, District Co-ordinating Director, and one (1) other officer of the Assembly	<ul style="list-style-type: none"> - Project scope and description - Project objectives - Negative and positive impacts of the project - Pre-investment activities - Optimization of selected line route by their comments - ESIA for permit - RAP for compensation for PAPs - Compensation Eligibility and entitlement. - Grievance redress mechanism and procedures for the project

Aowin Municipal Assembly	<i>District Assembly office at Enchi</i>	District Chief Executive, Planning officer, District Co-ordinating Director, and four (4) other officers of the Assembly	<ul style="list-style-type: none"> - Project scope and description - Project objectives - Negative and positive impacts of the project - Pre-investment activities - Optimization of selected line route by their comments - ESIA for permit - RAP for compensation for PAPs - Compensation Eligibility and entitlement. - Grievance redress mechanism and procedures for the project
Wassa Amenfi Central District Assembly.	<i>District Assembly office at Manso Amenfi</i>	District Planning officer, District Co-ordinating Director	<ul style="list-style-type: none"> - Project scope and description - Project objectives - Negative and positive impacts of the project - Pre-investment activities - Optimization of selected line route by their comments - ESIA for permit - RAP for compensation for PAPs - Compensation Eligibility and entitlement.
Forestry Commission	<i>District Office at Dunkwa</i>	District Manager and two other officers	<ul style="list-style-type: none"> - Project scope and description - Project objectives - Negative and positive impacts of the project - Details of forest reserves within the vicinity of the line route - Optimization of selected line route by the information obtained.
Environmental Protection Agency (EPA)	<i>Head office in Accra</i>	Director of Environmental Assessment	<ul style="list-style-type: none"> - Project scope and description - Project objectives - Registration of the project for permit - Key considerations for the ESIA study
Engagement of Some key affected Communities			
<ul style="list-style-type: none"> • Babianiha • Dadieso • Jomoro Enchi • Kwawu • Bonuama • Anyinabirem • Asantekrom 	<i>Community meeting grounds</i>	List of participants attached as Annex	<ul style="list-style-type: none"> - Project scope and description - Project objectives - Negative and positive impacts of the project - Pre-investment activities - Optimization of selected line route by their comments - ESIA for permit - RAP for compensation for PAPs - Compensation Eligibility and entitlement.

*Detailed lists of meeting attendees are provided in Annexes and stakeholder photos in Annex1B.

Table 6: Key issues raised by the stakeholders during the initial consultation

Subject	Key issues raised
Community Entry	<ul style="list-style-type: none"> - GRIDCo should ensure that the Project Contractor is introduced to the opinion leaders of the affected communities before project construction to ensure an effective community entry protocol.
The land tenure system and cultural heritage	<ul style="list-style-type: none"> - The need to consult key stakeholders (chiefs, clans, and Family heads) to understand the land tenure system in the project area before the commencement of the acquisition processes. - There must be a close collaboration with the chief and elders of the affected communities to ensure that the line route does not adversely impact the shrines and groves. Where necessary, the traditional leaders will advise on the required pacification rites to be performed in an event of an impact on cultural heritage.
Land Acquisition	<ul style="list-style-type: none"> - The need to consult with the chiefs or families depending on the land tenure system of the communities for the Land acquisition. - Property valuation should follow immediately after line survey works to prevent speculative developments - Compensation for crops loss and landed properties on the project must reflect current market values. - Compensation payment through banks should be properly streamlined in order not to disadvantage PAPs without bank accounts, where necessary such PAPs should be assisted to open a bank account for their compensation payment - It was suggested that payment of compensations be through GCB Bank Limited which operates within the district. - Inclusion of Community members in the land acquisition process to avoid impersonation. - For the 'Abunu' and "Abusa" system, both parties (farmer and landowner) must agree on how they want the compensation in terms of who gets what during the payment because this is more of an agreement between both parties on the use of the land before the land acquisition.
Grievance Redress mechanisms	<ul style="list-style-type: none"> - Use of Assembly members within project-affected communities and GRIDCo's project inspectors as focal persons for Grievance Redress. - This mechanism will be available for all stakeholders to seek redress or clarifications on the project.
Employment	<ul style="list-style-type: none"> - GRIDCo should put in a mechanism for the employment of community members during project implementation. - It was explained to stakeholders that employment opportunities on the project especially for skilled labour cannot be guaranteed as the construction of the line requires specialized formal training and expertise. The linear nature of the project will not also require unskilled labour services from the affected communities.
Health & Safety	<ul style="list-style-type: none"> - Risk to Public Safety, Community Health & Security Issues - Regulation of farming activities and other landed properties encroachment within Right of Way After Facility Development - Continued Engagement During Construction & Operational Phase - Effective Project Monitoring & Evaluation Process
Environmental Degradation	<ul style="list-style-type: none"> - Project activities to avoid Environmental Degradation - Communities to be assured that there will be no major changes in Land Use After Facility Development

4.2 Summary of Project Stakeholder Needs And Methods, Tools and Techniques for Stakeholder Engagement

The Stakeholder Engagement Plan below outlines the engagement process, methods, including sequencing, topics of consultations and target stakeholders. The World Bank and the Borrower do not tolerate reprisals and retaliation against project stakeholders who share their views about Bank-financed projects.

Effective and meaningful engagement and consultation is a two-way process to be guided by the following general principles:

- be initiated by the promoter early in the process of identification of environmental and social risks and potential adverse impacts and continue throughout the project life cycle as risks and impacts arise;
- be inclusive of the affected communities, and accessible to any vulnerable groups within, and differentiated by various segments;
- be inclusive, beyond the affected parties, of any groups or individuals who have been identified as other interested parties; and,
- be adequately documented both in substance and process.

Documentation of stakeholder engagement will be published in a timely fashion in relevant local languages through channels that are accessible to stakeholders.

This documentation includes the following, as appropriate:

- Date and location of each meeting, with copy of the notification to stakeholders;
- The purpose of the engagement (for example, to inform stakeholders of an intended project or to gather their views on potential environmental and social impacts of an intended project);
- The form of engagement and consultation (for example, face-to-face meetings such as town halls or workshops, focus groups, written consultations, online consultations);
- Number of participants and categories of participants;
- A list of relevant documentation disclosed to participants;
- Summary of main points and concerns raised by stakeholders;
- Summary of how stakeholder concerns were responded to and taken into account, and
- Issues and activities that require follow-up actions, including clarifying how stakeholders are informed.

The tentative Stakeholder Engagement Plan presented in Table 7 will be reviewed and updated periodically during project implementation to reflect changing circumstances.

Table 7: Tentative Plan for Stakeholder Consultation

Meeting	Organization/Community	Activity	Venue	Personnel
Institutional consultations are held to solicit opinions and	- Aowin Municipal Assembly (Chief Executive, District Coordinating Director and Planning Officer)	Initial Consultation and Meetings to inform them about the project, its possible impacts and mitigation measures. It	i. Enchi ii. Asankragua	GRIDCO

<p>announce the project and its mitigating measures.</p> <p>Official correspondence and meetings.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Wassa Amenfi West Municipal Assembly (Chief Executive, District Coordinating Director and Planning Officer) - iii. Wassa Amenfi Central District Assembly (Chief Executive, District Coordinating Director and Planning Officer) - Wassa Amenfi East Municipal Assembly (Chief Executive, District Coordinating Director and Planning Officer) - Upper Denkyira East Municipal Assembly (Chief Executive, District Coordinating Director and Planning Officer) - Ministry of Lands and Mineral Resource - Forestry Commission - Ghana Rubber Estates - Ghana Museums and Monuments Authority 	<p>will also be a platform for their contribution to the project as well as sensitization about project risks, benefits, impacts and opportunities/benefits</p>	<ul style="list-style-type: none"> iii. Manso Amenfi iv. Wassa Akropong v. Dunkwa-on-Offin 	
<p>Public meetings for public engagement will be used to introduce the project, outline anticipated social and environmental effects, discuss mitigation strategies, and get feedback from communities that will be impacted by the project.</p>	<p>Project Affected Communities:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Boinso - Omampe - Kwawu - Akotosey - Alatakrom - Nkwanta - Kramokrom - Enchi - Agyanka - Abokyi - Achimfo - Odoyefo - Asafoaky - Nyaney - Yiwabra - Asantekrom - Begyenahaso - Opponkyerekrom - Jomoro Enchi - Pantoso - Wassa Dunkwa - Aboe Nkwanta - Amoamang - Domeabra - Sureso - Akyekyere - Bonnakrom - Wassa Kwaman - Anyinabirem - Wassa Akropong 	<p>Meeting to announce the project communities and obtain their views on the proposed project. Discussion will also focus on project environmental and social risks such as illegal mining activities in the project RoW, physical displacement loss of assets and livelihoods GBV/SEA/SH, child labour and community health safety risks and accompanying mitigation measures including community based alternative livelihood scheme. Community sensitization about project benefits/opportunities will also be discussed as well as project GRM structure and processes</p>	<p>In the same communities stated</p>	<p>GRIDCo</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Dadieso - Abeneso - Gyakpa/Jakpa - Nananko - Dunkwa-on-Offin (Babianiha) 			
Focus group meetings with women and vulnerable groups	Vulnerable groups and persons Vulnerable PAPs	<p>Meeting to take views and concerns of the vulnerable persons and discuss possible mitigation measures</p> <p>Discussion will also focus on project environmental and social risks such as illegal mining activities in the project RoW, physical displacement loss of assets and livelihoods</p> <p>GBV/SEA/SH, child labour and community health safety risks and accompanying mitigation measures including community based alternative livelihood scheme.</p> <p>Community sensitization about project benefits/opportunities will also be discussed as well as project GRM structure and processes</p>	<p>At venue convenient to the group or individual in the respective community.</p> <p>Difficult to reach and border communities and</p>	GRIDCo

4.3 Proposed Strategy to Incorporate the Views of Vulnerable Groups

The following measures will be taken in order to remove obstacles to full and enabling participation / access to information: the selection of participants or representatives from communities and other groups should not be done based on random sampling of the overall population. For consultation and stakeholder engagement, a combination of stratified and purposive sampling approach is generally more appropriate. In large populations, a combination of face-to-face discussions and consultations with key groups should be combined with public information and dissemination campaigns that are accessible to larger numbers of people, where people could register questions and concerns.

Keep marginal or vulnerable groups involved and informed by:

- Treating them with respect
- Providing whatever information, training, mentoring, and/or other support they need to stay involved
- Finding tasks or jobs for them to do that catch their interest and use their talents
- Maintaining their enthusiasm with praise, celebrations, small tokens of appreciation, and continual reminders of the effort's accomplishments

- Engaging them in decision-making
- Employing them in the conception, planning, implementation, and evaluation of the effort
- In the case of those who start with little power or influence, helping them learn how to gain and exercise influence by working together and developing their personal, critical thinking, and political skills
- Ensure stakeholder engagement commences at an early stage of planning and continues throughout the project lifecycle.
- Hold a separate focus group meeting for each under-served and vulnerable group.

Consultations with local women's groups, groups that advocate for children and adolescent rights, women's leaders, and other stakeholders can help to understand the local gender and GBV dynamics within which the project will be implemented.

This in turn can help identify potential project-related GBV/SEA/SH risks. In contexts where the ability of women and girls to express their needs and concerns may be limited, effective consultation requires providing the opportunity for women to participate separately or in women-only groups. The risk tool is expected to be filled out at both concept and appraisal stages. Risk is likely to be initially high and low once the SEP and ESA have been implemented.

Formats and Languages

Despite the World Bank's Environmental and Social Standards are not prescriptive about how information is to be disseminated, Standard 10 does stipulate that the "information will be disclosed in the local language(s) and in a manner that is timely, accessible and culturally appropriate, taking into account any vulnerable or minority groups and their right to equitable representation and consideration for their rights, views and interests. The promoter will ensure that access to information is provided to stakeholders early in the environmental and social impact assessment process and will continue as it unfolds.

In practice, this may include:

- translating the information into languages that are suitable for the affected stakeholders, preferably their mother tongues
- ensuring that information about a proposed project and its potential impacts reaches stakeholders at an early stage
- ensuring that affected stakeholders receive the information about the project and the consultation process so that all stakeholders are able to participate and express their views and concerns on an equal basis with others
- ensuring that the information is in a style and format that is appropriate for affected stakeholders, taking into account levels of literacy, disability and cultural factors. For example, in a predominantly oral culture or where affected communities are largely illiterate, this would require going beyond distributing written material, such as by providing key information orally, or using information intermediaries who are trusted by the stakeholders.

It will be important that the different activities are inclusive and culturally sensitive, thereby ensuring that the vulnerable groups will have the chance to participate in the Project benefits. This includes household-outreach and focus-group discussions in addition to village consultations, the usage of different languages, the use of verbal communication or pictures instead of text.

4.4 Proposed Strategy for Information Disclosure

Stakeholder consultations and information disclosure shall be carried out throughout the project cycle which shall be well planned, inclusive and documented where feedback shall be provided on all follow up issues, concerns, and actions emanating from the stakeholder consultation processes. The engagement and consultation will be carried out on an ongoing basis to reflect the nature of issues, impacts, and opportunities emanating from the implementation of the project (see Table 8).

Table 8: Information Disclosure and Consultation Plan

Project Stage	Target Stakeholders	List of Information to be Disclosed	Methods	Timing Proposed
Preparation/Design	Ministry of Energy GRIDCO Local Authorities World Bank Project-Affected Persons (PAPs) Government Agencies e.g. EPA, Lands Commission, Forestry Commission General Public	Environmental and Social Impact Assessment Environmental and Social Management Framework (ESMF) Stakeholder Engagement Plan (SEP) Grievance Redress Mechanism (GRM) Resettlement Action Plan (RAP)	Official websites Press releases Radio announcements Public consultations Community meetings	- Upon project effectiveness - Throughout project implementation
Before Construction	Local Communities (including Chiefs and Elders) Landowners/Farmers with the Project Right-of-Way Traditional Authorities in the project corridor WAPP CI Energies World Bank Local Government Authorities (Project Municipal and District Assemblies)	Detailed project scope (route of transmission line, substation locations) Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) Resettlement Action Plans and Property Impact Assessment (Asset Register)	Community meetings Posters and brochures Radio/TV programs Social media campaigns as well as hard copy submissions	At least 3 months before the start of construction

	Government Agencies e.g. Lands Commission, Forestry Commission, Water Resources Commission, EPA			
During Construction	Contractors and Subcontractors Government Ministries (Energy, Environment, Employment) Project-Affected Persons (PAPs) NGOs WAPP World Bank Ghana Highway Authority EPA Forestry Commission Local Government Authorities (Municipal/District Assemblies) Community Liaison Officers CI Energies	Environmental and Social Management Plans (ESMP) Labor Management Procedures (LMP) Health and Safety Guidelines Grievance Redress Mechanism (GRM) including those for GBV/SEA/SH survivors Monthly and Quarterly Environmental and Social Monitoring Reports	Workshops and training sessions Project websites SMS notifications Posters and brochures as well as hard copy submissions	Throughout the construction phase
Project Operation	Local Authorities GRIDCo Maintenance Contractors Community Liaison Officers Energy Users Ghana Highway Authority CI Energies WAPP Ministry of Energy EPA	Information on ongoing operations Environmental and Social Monitoring updates Power supply situational reports improvements Complaint mechanisms Right-of-Way Protection	Public consultations Regular media updates (radio, TV) Stakeholder newsletters Sharing of Situational Reports on Energy Supply Annual Environmental Reports	Throughout project operations

5 RESOURCES AND RESPONSIBILITIES FOR IMPLEMENTING STAKEHOLDER ENGAGEMENT

This section provides estimates of resources required for implementing the Stakeholder Engagement Plan (SEP) and responsible agencies for activities, including the costs of personnel, logistics, communication, and monitoring. It outlines the roles and responsibilities of the PCU, PIU, IAs – GRIDCo, CI-ENERGIES, WAPP – and various stakeholders across Ghana and Cote d'Ivoire, in ensuring effective stakeholder engagement, and information disclosure through the implementation of the SEP throughout the project life cycle.

5.1 Implementation Arrangements

GRIDCO will be in charge of stakeholder engagement activities in Ghana. WAPP will be act as a clearing house with an overarching co-ordinating role over the two bodies The responsibility for SEP implementation will lie with the Project Implementation Units (PIU) for GRIDCo and headed by a director.

The management, coordination and implementation of the SEP and its integral tasks will be the responsibility of GRIDCo. Stakeholder engagement process will be managed by the PIU of GRIDCo supported by a Community Liaison Officer. The roles and responsibilities of the organizations are presented below.

GRIDCo - PIU

Reporting to the CEO, duties will involve but are not limited to:

- Management of Community Liaison Unit;
- Manage all Community Liaison related tasks into a register
- Implement community engagement strategy and oversee all community liaison related matters;
- Manage the grievance mechanism set up for the project-affected areas.
- Establish a monitoring and evaluation plan and other 'tools' established such as the grievance register, and consultation register.
- Provide reports to GRIDCo Management for onward submittal to WB.
- GRIDCo - PIU will ensure that grievances are tracked, reported and responded to accordingly.

Community Liaison Officers

Reporting to the GRIDCo - PIU, duties will involve but are not limited to:

- Facilitate community engagement activities in affected communities.
- Receive complaints and transmit same to GRIDCo – PIU.

GRIDCo will be responsible for implementation of the project, including overall coordination, results monitoring and communicating with WB on the implementation of the project. GRIDCo's PIU will be responsible for the implementation of stakeholder engagement activities in compliance with the ESS10. Based on the needs of the SEP, the stakeholder engagement budget (see Table 8) will cover the most suitable activities among the following: staffing, travel, development of communication strategy, beneficiary survey, media coverage expenditures, printed outreach materials, etc.: Indicative Budget (this does not include additional costs associated with management and reporting).

6 GRIEVANCE REDRESS MECHANISM(GRM)

There shall be a comprehensive project wide GRM that will provide opportunities for affected parties channel their concerns, questions, and complaints to the various implementation agencies through multiple grievance uptake channels. The GRM will have a trained specialist to address any related issues and complaints. The project GRM aligns with the requirements of World Bank ESS10 and national law.

Essentially, the Grievance Redress Mechanism (GRM) will assist in resolving complaints and grievances in a timely, effective, and efficient manner that satisfies all parties involved. It will ensure transparent and credible process for fair, effective resolution of grievances thereby building trust and cooperation stakeholders. Specifically, the GRM:

- Ensures that appropriate and mutually acceptable redress actions are identified and implemented to the satisfaction of complainants.
- Avoids the need to resort to judicial proceedings as a way of seeking redress.
- Provides affected people with avenues for making a complaint or resolving any dispute that may arise during project implementation.

The GRM will consist of the following tiers, from lowest level, in this order:

1. Focal persons at the community level (Community Liaison Officers) to receive and transmit complaints to GRIDCo - PIU and provide feedback to aggrieved parties within the community.
2. Community-based Grievance Redress Committees (GRCs) to investigate, resolve and provide feedback to the PIU on localized grievances referred to them. It will be composed of representatives each from the traditional authority in the community, women in the community, Community-Based Organization, the police and the PAP, etc.
3. Country-based GRC in Ghana headed by Chief Executive of GRIDCo with the PIU Social Safeguards Specialist as the secretary. These GRCs will investigate and resolve issues beyond the Community-based GRCs. It shall consist of one representative from a national NGO, Lands Commission, Ministry of Gender, Children and Social Protection, Affected District/Municipal Assembly, a lawyer of good standing and representative of the PAP; and
4. A Project Grievance Redress Committee based in WAPP to handle inter-country and cross border conflicts, issues, and complaints.

The existence of this GRM structure does not preclude aggrieved parties from resorting to various in-country judicial system (Courts) to resolve grievances directly or in the event they are not satisfied with the outcomes of the project Grievance Redress Mechanisms.

6.1 The Grievance Redress Mechanism Process

The Social Safeguards Specialist at the PIU will lead in managing the GRM processes including disseminating all relevant information about the GRM processes to the various stakeholders from national to the districts and community levels. He/she shall provide systems for anonymous reporting in ways that the identifies of complainants will be protected. This will largely create an enabling environment to allow for grievances to be raised by project affected persons without fear of victimisation. A focal person (s) shall be assigned to man the call/documentation center and ensure timely escalation of complaints and grievances to the resolving officers.

6.2 Scope of the GRM

The GRM for the Financial Inclusion Project will be available for use by all project stakeholders including those directly and indirectly impacted-positively or negatively. This will offer an opportunity to project affected persons to submit questions, concerns/complaints, comments, suggestions and obtain resolution or feedback.

6.3 Implementation Steps of the GRM

Grievance Redress Committees shall be established to ensure timely and appropriate resolution of grievances arising because of project activities. The coordination responsibility of the GRM shall rest with the Social Safeguards Specialist at the PIU and the focal persons of the call/report centres or the Community Liaison Officer. Complaints can be registered through calls, text messages, emails or voice mail, and suggestion boxes etc. at all project sites and communities. Once complaints are received at the call or report centre(s) or the community liaison officers, they will be forwarded to the national PIU for documentation, sorting and classification and onward transmission to the appropriate quarters for resolution. When cases are forwarded to GRCs or the appropriate bodies, persons or pillar leads for resolution. Specifically, the following responsibilities shall be adhered to by the team.

- i. Ensure that committees investigate grievances and propose appropriate measures to avoid or minimize adverse impacts of the interventions.
- ii. Ensure that the processes comply with existing safeguard procedures and policies.
- iii. Build the capacity of focal persons in effective community engagement, grievance handling, and negotiation and conflict resolution.
- iv. Build trust and maintain rapport by providing affected persons and the wider public with adequate information on the project and its GRM procedures.
- v. Follow up with GRM committee on the status of investigations and resolution of grievances, as well as communicating outcomes with complainants.
- vi. Regularly provide a report on GRM results to the project proponents and the World Bank.

The GRM implementation process will involve the following steps which have been summarized in Table 9

Table 9: Steps in Project-Specific Grievance Handling Processes

GRM stages	Description of tasks	Responsibility	Timeline
Assign Focal Persons	The Social Safeguards Specialist liaise with stakeholders to identify Focal Persons (Community Liaison Officers) to manage the designated grievance call/documentation centers.	Social Safeguards Specialist at the Country - Level PIU	Prior to project implementation
Train assigned focal persons on the design and operation of the GRM	Train Focal Persons on grievance redress processes	Social Safeguards Specialist at the Country - Level PIU	Prior to project implementation
Receive, transfer and register complaints	Focal Persons receives and register complaints into the grievances register	Focal Persons (Community Liaison Officers and Digital Centre Focal Persons)	1 working day after receiving complaint
Screen and refer complaints	Once complaints are received Focal Person will undertake preliminary assessment of the eligibility of complaints and acknowledge receipts of complaints to complainant within 2 working days. The complaint will also be	Social Safeguards Specialist of the Country – Level PIU	2 working days after receiving complaints

	transferred at this stage to the resolving officer or party or grievance committee that will be set up.		
Assess the complaint	Once transferred to the appropriate resolving officer, the focal person will undertake further assessment to establish the eligibility of the complaint, and hence determine its gravity (classified in terms of high, medium, and low severity)	Social Safeguards Specialist of the Country – Level PIU	Ongoing 2 working days
Formulate an initial response	Once the assessment is completed, the concerned entity will formulate a response and communicate with the Social Safeguards Specialist, who would then contact the complainant. The communication should state whether the grievance has been accepted or rejected, providing reasons for the decision, and indicate next steps.	Social Safeguards Specialist of the Country – Level PIU	2 working days
Select a resolution approach	Where the complaint is not of fraud or corruption, working with the Social Safeguards Specialist, the GRM Committee will investigate and resolve complaints and where applicable to a specialised body or an appropriate pillar focal person will assign the complaint for mediation at different levels, engage in direct negotiations and dialogue, facilitate negotiations through a third party, conduct further investigation through the review of documents, etc.	GRM Committee	Ongoing 3 working days after receiving complaints for the Community and National Level GRCs
Settle the issues (or further escalate the issues)	The Social Safeguards Specialist will ensure that the GRM Committees take appropriate measures to remove the cause of the grievance and initiate a monitoring process to assess any further impacts of project-related work. Once settled, the social safeguards specialist and focal person record the complaint in the system as 'resolved', and inform the complainant of the outcome of the resolution process. Where not addressed, the complainant is informed about the next steps in	Social Safeguards Specialist at the Country - Level PIU Focal Person GRM Committees	Ongoing 5 working days after registering complaint

	the grievance redress process including options open to them, and the outcome recorded accordingly.		
Monitor and evaluate grievance redress process	The PMU through the Social Safeguards Specialist Focal Persons will monitor the grievance redress process and the implementation of the decisions made. The Social Safeguards Specialist will work with focal persons to ensure that redress is granted to affected persons in a timely and efficient manner. They will also provide regular reports to the Bank, noting the progress of implementation of grievance resolutions, timelines of grievance redress, documentation procedures, etc. The project will capture in the grievance log, e.g. Name of the person submitting the complaint (unless kept confidential), Details of the complaint, Name of person assigned to deal with the complaint, Details of proposed resolution, including person(s) who will be responsible for authorizing and implementing any corrective actions, Details of whether the complainant was satisfied with the resolution, etc.	Social Safeguards Specialist at the Country - Level PIU Focal Person GRM Committee	On-going (throughout project implementation)
Feedback to complainant and other interested parties	The GRM System will be updated once the complaint has been resolved so as to close the complaint in the GRM System. The PMU will contact the complainant, to evaluate if the complainant is satisfied with the resolution before the complaint is closed in the GRM system. If the complainant is not satisfied with the outcome of the investigation, a judiciary alternative could apply.	National Level PIU/WAPP PCU	Ongoing

A Grievance Mechanism is a system that allows not only grievances, but also queries, suggestions, positive feedback, and concerns of project-affected parties related to the environmental and social performance of a project to be submitted and responded to timeously. Such a mechanism aims to receive and facilitate the resolution of grievances raised by stakeholders in a transparent and balanced manner.

A formal GRM will be implemented to ensure that relevant parties are responsive to any concerns and complaints, particularly from affected people and communities; and to ensure that there is a central approach and record of grievances.

Special attention will be paid to the training of designated staff involved in the management of the grievance. This Grievance Mechanism covers non-employees (i.e. affected people and other relevant stakeholders such as local communities). A separate internal grievance procedure for Project employees/site workers will be provided.

6.4 Gender-Based Violence and Sexual Exploitation and Abuse, Sexual Harassment (GBV/SEA/SH) Grievances

Gender-Based Violence (GBV) survivors can report incidents to various entities including the Domestic Violence and Victim Support Unit (DOVVSU), the nearest police station, or a health facility. They can also contact Community Liaison Officers for assistance, and it is recommended that at least one female liaison officer be appointed for this purpose. Survivors can also reach out directly via the DOVVSU helpline (055-100-0900) through calls or texts. After reporting, the Community Liaison Officer will forward the case to the Project Implementation Unit (PIU) Social Safeguards Specialist, ensuring confidentiality, who will guide the survivor through the support services and investigation processes.

Upon reporting, survivors will be referred to an accredited health facility for medical attention, if not already done. The case is then relayed to DOVVSU for investigation with the survivor's consent. If the investigation finds grounds for prosecution, the case will be forwarded to court with the survivor's agreement, and the survivor will receive psychosocial support. The PIU Social Safeguards Specialist will monitor the case's progress at every stage, ensuring timely medical, legal, and psychological support. All costs related to case management, including medical expenses and legal proceedings, will be covered by the Project Executing Agency (PEA). Once the court reaches a judgment and the case is resolved, it will be officially closed, with updates provided to both the survivor and PIU.

Gender-Based Violence and Sexual Exploitation (GBV/SE/SH) grievances on the project will be handled in a sensitive, systematic, and comprehensive manner to ensure the safety and well-being of victims and address the issue effectively. Here are the administrative steps to handle GBV/SE/SH grievances:

Establish A mechanism

GRIDCo shall create a dedicated and confidential channel for reporting GBV/SE/SH grievances, through the Community Focal Person.

- There shall also be alternative reporting channels to accommodate different comfort levels and accessibility needs such as through the health facilities, police station, local traditional authorities, opinion leaders and community informants, etc.
- A grievance redress mechanism form shall be designed and also used to document GBV/SE/SH cases.

Confidentiality and Sensitivity:

- GRIDCo shall ensure all reports are handled confidentially to protect the privacy and dignity of the complainant.
- GRIDCo shall train PIU Social Safeguards Specialist, and community collaborators to handle grievances with sensitivity, empathy, and without judgment.

Immediate Response:

- GRIDCo shall provide immediate support to the complainant, including medical care, psychological support, and legal assistance if necessary.

- GRIDCo shall ensure the complainant is safe from further harm or retaliation.

Thorough Investigation:

- GRIDCo shall facilitate the thorough conduct of an impartial investigation of the grievance by involving trained GBV/SE/SH professionals in cases.
- GRIDCo shall ensure the proper documentation of all findings and maintain confidentiality throughout the investigation process.

Support Services:

- GRIDCo shall facilitate psychosocial support services to the complainant as may be required,

Take Appropriate Action:

- GRIDCo shall base on the investigation findings, take appropriate legal action , or other measures as the law established.

Follow-up and Monitoring:

- GRIDCo shall regularly follow up with any complainant to ensure their well-being and address any ongoing concerns.
- GRIDCo will monitor the effectiveness of the actions taken and make necessary adjustments to policies or procedures where necessary.

Documentation and Reporting:

- GRIDCo shall maintain detailed records of all grievances, investigations, and actions taken.
- GRIDCo shall report incidents to relevant authorities or governing bodies as required by law.

Training and Awareness:

- GRIDCo will provide regular training to all staff on GBV/SE/SH, including how to report and handle grievances.
- GRIDCo will foster a workplace culture that promotes respect, equality, and zero tolerance for GBV/SE/SH.

7 MONITORING AND REPORTING

The objective of monitoring and evaluation is to assess the effectiveness and efficiency of the SEP implementation and to identify and address any gaps or challenges that may arise during the project cycle. Part of the M&E processes should involve stakeholders in the monitoring process by soliciting their feedback and suggestions on the SEP activities, and by establishing a participatory monitoring system that will allow stakeholders to track the progress and results of the project interventions.

The M&E will also ensure reporting back to the stakeholders consulted, by using various communication tools and channels such as newsletters, website, social media, radio, TV, workshops, meetings, etc. The project will also ensure timely and transparent disclosure of relevant information and documents to the stakeholders and respond to their queries and concerns in an appropriate manner.

7.1 Summary of How the SEP Will Be Monitored and Reported Upon

Engagement with stakeholders during the life of a project is a dynamic and challenging process. Promoters are required to monitor the implementation of the stakeholder engagement plan and the performance of the grievance mechanism and report on both. In accordance with and as an integral component of a project's Environmental and Social Management System, monitoring and reporting procedures must be established early on in the operation by the promoter.

In terms of monitoring, GRIDCo will arrange for all necessary provisions to assure stakeholder engagement during the monitoring phase. GRIDCo will endeavour to involve independent third parties (e.g. CSOs, NGOs, national human rights institutions) or to facilitate community-driven monitoring, where practical and acceptable by the communities concerned.

In terms of reporting, GRIDCo will establish regular communication and reporting channels back to the communities and individuals impacted and concerned, whether through non-technical summaries of progress updates, engagement activities, public meetings, targeted issue-based hearings.

The SEP will be monitored based on both qualitative reporting (based on progress reports) and quantitative reporting linked to results indicators on stakeholder engagement and grievance performance.

SEP reporting will include the following:

- (i) Progress reporting on the ESS10-Stakeholder Engagement commitments under the Environmental and Social Commitment Plan (ESCP)
- (ii) Cumulative qualitative reporting on the feedback received during SEP activities, in particular (a) issues that have been raised that can be addressed through changes in project scope and design, and reflected in the basic documentation such as the Project Appraisal Document, Environmental and Social Assessment, Resettlement Plan, Indigenous Peoples Plan, or SEA/SH Action Plan, if needed; (b) issues that have been raised and can be addressed during project implementation; (c) issues that have been raised that are beyond the scope of the project and are better addressed through alternative projects, programs or initiatives; and (d) issues that cannot be addressed by the project due to technical, jurisdictional or excessive cost-associated reasons. Minutes of meetings summarizing the views of the attendees can also be annexed to the monitoring reports.
- (iii) Quantitative reporting based on the indicators included in the SEP. An illustrative set of indicators for monitoring and reporting is included in Annex 3.

The process of establishing monitoring criteria is an initial phase of development. The results to be analysed will provide background for planning better initiatives for the operation, closure and rehabilitation project stage.

The following SEP activities require monitoring and evaluation from assigned personnel and team in the Project:

- Implementation of SEP that includes update of stakeholder database and issues, as well as documentation of stakeholder engagement activities. Throughout the project life GRIDCo will maintain communication channels with relevant stakeholders as identified. Any additional stakeholders identified along the project will also be added and communication with them will be initiated.
- Implementation of GRM as part of SEP which includes dissemination of Grievance Redress Mechanism and Procedure, grievance logging and tracking, effectiveness of grievance management, and number of grievances solved. Evaluation of SEP implementation will be carried out at least annually.

Evaluation is essential to provide feedback to improve Project SEP and enhance Project-stakeholder relationship. There are two methods through which the stakeholder engagement process will be monitored:

1. Review of engagement activities in the field:
 - During the engagement with stakeholders, the PMU assessed meetings using a feedback evaluation form or by asking questions to participants, depending on the stakeholder group, to ensure that messages are being conveyed clearly.
 - The PMU conducted debriefing sessions while in the field. This method was used to assess whether the required outcomes of the stakeholder engagement process were being achieved, and to provide the opportunity to amend the process where necessary. The PMU teams facilitated discussions with stakeholders.
 - The approach to engagement and messages to be used were also discussed with Project staff to gain their feedback.
2. The use of engagement tools developed through the ESIA engagement including the:
 - stakeholder list;/database; and
 - meeting records of all consultations held.

7.2 Reporting Back to Stakeholder Groups

The SEP will be revised and updated as necessary during project implementation. Stakeholder engagement activities and significant changes or updates in the project, stakeholder's concerns, environmental and social issues will be continuously reported and published to a wider audience in a transparent way through public domain documents and websites such annual report, GRIDCo website, newsletters, articles, local media and other outreach tools.

i. Quarterly Reports

The PMUs will prepare brief quarterly reports on stakeholder engagement activities for the World Bank, to include:

- Stakeholder activities conducted on quarterly basis;
- Public outreach activities (meetings with stakeholders);
- Entries in the grievance register;
- New identified stakeholder groups.
- Emerging new issues or challenges

The results of the stakeholder engagement process will be included in the monitoring reports to be prepared by the GRIDCo. The first report will be produced 3 months after the beginning of the Project and will continue on a quarterly basis. The reports will include the following information:

- Place and time of carried out consultative meetings (including other types of engagement activities) with information on the participants
- Issues and concerns raised during consultative meetings and information on how the issues raised during the meetings were taken into consideration by the GRIDCo, including the implemented corrective measures meant to address the grievances
- Number and types of grievances raised in the reporting of GRIDCo, with indication of opened, resolved and closed grievances.

The PIUs will compile a report summarizing SEP results on an annual basis. This report will provide a summary of all public consultation issues, grievances and resolutions. The report will provide a summary of relevant public consultation findings from informal meetings held at community level.

These evaluation reports should be submitted to World Bank and a summary of the results will be provided for the annual report. The project progress reports for the WB should provide updates on:

- significant aspects of stakeholder engagement
- the effectiveness of mitigation and compensation measures
- the volume and nature of stakeholder complaints and grievances
- how these are being resolved.

ii. Reporting Back to the Communities

It will be PIUs' responsibility to report back to the affected communities and relevant stakeholders on matters relating to:

- Main findings from the annual monitoring exercises
- Sharing and publish reports and have them available on PIUs website and copies sent to stakeholders (District, local consultative steering committee, etc.)
- Summary of findings published on notice boards.
- Maintain a website with all Environmental and Social Framework documents and report public

In the ESIA Reports there will be a review of the engagement activities conducted; levels of stakeholder involvement (particularly for affected communities, women, youth and vulnerable people/groups); the issues discussed and outcomes; and the extent to which stakeholder priorities, issues, and concerns are reflected in the ESIA Report, particularly with respect to mitigation and monitoring strategies contained in the ESIA and ESMP.

7.2.1 Stakeholder Engagement Plan (SEP) Budget

The **Stakeholder Engagement Plan (SEP)** budget (see Table 10) is designed to ensure effective communication, consultation, and involvement of stakeholders throughout the lifecycle of the **Ghana-Côte d'Ivoire Interconnection Reinforcement Project**. The budget covers all key activities including consultations, communication materials, grievance mechanisms, and monitoring.

Table 10: Budget for SEP implementation phase

Activity	Estimated Cost (USD)
Stakeholder Consultation	20,000.00
Travel costs for consultations and other meetings/visits related to grievance redress and stakeholder engagement	8,500.00
Development of Communication strategy	12,000.00
Beneficiary Survey	15,000.00

Community Sensitization	20,000.00
Printed Outreach Materials	5,000.00
Training of GRCs, Community Liaison Officers, GBV Service Providers	20,000.00
Total	100,500.00

This SEP budget ensures effective stakeholder participation, transparency, and grievance management throughout the project's development and implementation phases.

8 ANNEXES

[Intentionally removed from the disclosed version to protect personal data]

